

ÉVOLUTION DE L'ART MILITAIRE

TOME II

Alexandre Svetchine

CHAPITRE SIX

La guerre franco-prussienne de 1870-1871

Situation politique au début de la guerre. En 1869, Bismarck, préoccupé par l'unification des terres allemandes en un seul empire, proposa à la Bavière et au Wurtemberg, deux États indépendants clés de l'Allemagne du Sud, de rejoindre l'union de l'Allemagne du Nord et de proclamer son président — le roi de Prusse — empereur allemand. La Bavière, le Wurtemberg et le Bade, à la suite de la défaite qu'ils avaient subie conjointement avec l'Autriche en 1866, et face aux tendances de Napoléon III visant à s'emparer de la rive gauche du Rhin, furent contraints d'entrer dès l'automne 1866 dans une alliance défensive avec la Prusse. Cependant, l'Allemagne du Sud, se souvenant de longs siècles de développement économique et culturel indépendant, séparée de l'Allemagne du Nord par des intérêts politiques et religieux, n'exprimait pas de volonté de fusionner volontairement avec la Prusse protestante et junker. Surtout en Bavière, les tendances séparatistes étaient fortes ; les dynasties régnantes cherchaient à préserver leur autonomie ; Bismarck ne parvint pas à séduire la bourgeoisie du Sud de l'Allemagne même avec la garantie d'assistance de la Prusse contre toute flambée révolutionnaire incluse dans sa proposition. Les dirigeants séparatistes au pouvoir donnèrent une réponse négative à Bismarck et entamèrent des négociations secrètes avec des hommes politiques français pour obtenir leur soutien en cas de recours par la Prusse à la violence.

L'idée de contraindre les États d'Allemagne du Sud à s'unir à la Prusse par la guerre ne plaisait pas à Bismarck : une unité créée par la violence entre vainqueurs et vaincus ne pouvait être durable, et la guerre elle-même se déroulerait dans des conditions difficiles : la Prusse n'avait aucun fondement juridique, et sans aucun doute une coalition de la France, de l'Autriche-Hongrie et probablement de l'Italie viendrait en aide aux États d'Allemagne du Sud. Entrer en conflit avec la France, de toute façon, pour atteindre l'objectif fixé par Bismarck, était inévitable. Dans cette guerre, il valait bien mieux pour la Prusse d'avoir les États d'Allemagne du Sud à ses côtés que du côté de la France. Une victoire contre la France provoquerait sans aucun doute en Allemagne un regain de sentiments nationaux et chauvinistes. Dans cette atmosphère de guerre, les dirigeants des séparatistes d'Allemagne du Sud devaient perdre leur influence ; en effet, grâce aux documents tombés entre les mains de Bismarck concernant leurs relations avec la France et leur préparation à une riposte commune, Bismarck avait la possibilité, à la fin de 1870, de faire taire ses adversaires. Bismarck avait besoin de guerre, mais d'une guerre qui serait déclarée par la France et qui placerait la Prusse dans une position de défense politique apparente ; dans ces conditions, les Bavarois et les Wurtembergeois auraient dû s'opposer à la France, principal pilier de leur autonomie politique.

L'objectif fixé par Bismarck pour sa diplomatie semblait tout à fait réalisable en raison de la présence en France au pouvoir de bonapartistes, représentant un courant fort en faveur de la guerre comme moyen « dérivatif » (détournement) ; pour la France de Napoléon III, les succès dans une guerre extérieure devaient également servir à surmonter les difficultés internes, à briser l'opposition et à permettre à la dynastie de s'enraciner solidement dans le pays. Les aspirations du parti militaire en France paraissaient d'autant plus dangereuses qu'elles ne reposaient pas sur une préparation militaire adéquate aux exigences de la guerre européenne. Depuis le début des années 1860, Napoléon III s'était engagé dans la construction de la puissance coloniale de la France. La conquête de l'Indochine, le soutien à l'Angleterre dans sa deuxième guerre contre la Chine (1857-1860), la tentative d'unifier les

États latins d'Amérique sous l'hégémonie française, l'expédition mexicaine, qui coûta une fortune – tout cela représentait des tentatives d'établir l'influence durable de la France sur le Pacifique. Dans l'intérêt de sa politique mondiale, Napoléon III cherchait à maintenir de bonnes relations avec Bismarck. Tant que la guerre civile faisait rage aux États-Unis d'Amérique du Nord, l'imagination de Napoléon III ne rencontrait pas de résistance. Mais après les succès des États du Nord, la France dut se retirer en 1865 du Mexique dans la honte. Une masse de temps, d'argent et d'énergie avait été gaspillée en politique « pacifique » et « latine » sans résultat. Encore quelques décennies plus tard, la bourgeoisie française restait sceptique vis-à-vis de la politique coloniale ; et même aujourd'hui, la France n'est toujours pas disposée à répéter en Chine son expérience de 1860 – l'aide militaire à l'Angleterre. Napoléon III commença sa politique active en 1854, en intervenant en faveur de l'Angleterre dans sa querelle séculaire avec la Russie. Le Second Empire, dans la politique étrangère, s'était développé lors du siège de Sébastopol. La Russie passa temporairement au second plan. Dans les années 1860, seules l'Angleterre et la France menaient une politique de portée mondiale. L'Angleterre, malgré l'aide puissante reçue de la France, regardait avec envie ses succès commerciaux et outre-mer, et ne rechignait pas à livrer sa concurrente aux mains des Allemands.

La victoire des Prussiens à Königgrätz signalait à Napoléon III le danger croissant du militarisme prussien à ses portes. Napoléon III n'a pas réussi à compenser la France en aucune manière pour le renforcement de la Prusse. Un travail lent de renforcement de l'armée française commença ainsi qu'un travail secret de Napoléon lui-même pour préparer une alliance avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie. L'empereur d'Autriche et le roi d'Italie promirent par écrit à Napoléon III leur soutien, mais la conclusion de traités d'alliance formels n'aboutissait pas. À partir de 1867, l'Autriche menait en Galicie une politique dirigée contre la Russie et destinée à nourrir une irredentisme polonais et ukrainien hostile à la Russie. En s'opposant à la Prusse, l'Autriche aurait probablement été confrontée à la Russie. Napoléon III n'aurait pu obtenir une attitude bienveillante de la Russie qu'en acceptant de revoir le traité de Paris de 1856, qui interdisait à la Russie de posséder une flotte militaire en mer Noire, ce que la diplomatie russe laissait clairement entendre, mais Napoléon III refusait de donner son consentement, craignant d'irriter l'Angleterre. L'Autriche-Hongrie devait au moins sécuriser son arrière-garde du côté de l'Italie. Et cette dernière exigeait, comme condition préalable à la signature d'un traité d'alliance, la liquidation des restes de la domination ecclésiastique, le retrait du garnison française et l'occupation de Rome ; sans ces étapes pourachever l'unification de l'Italie, le roi italien était incapable d'aider Napoléon III, qui lui-même aurait été menacé par un mouvement national-révolutionnaire italien. Napoléon III ne pouvait sacrifier le pouvoir temporel du pape aux Italiens, car le parti catholique puissant en France représentait pour lui un soutien précieux. Si l'on prend en considération que l'Autriche-Hongrie et l'Italie, sous la pression de difficultés financières, réduisaient le nombre effectif de leurs armées, que la majorité de leurs populations était indifférente au conflit franco-prussien, et que les Allemands et les Hongrois en Autriche étaient même hostiles à toute action active contre la cause allemande en général, il devient évident que la France ne pouvait se laisser bercer que par l'illusion de compter sur des alliances.

Alors qu'en France existait un fort courant souterrain en faveur de la guerre, officiellement elle était dirigée par un gouvernement parlementaire faible d'Émile Olivier, ignorant des négociations dynastiques alliées et aspirant à la paix. Émile Olivier considérait la création de l'unité allemande comme une nécessité inévitable que la France pouvait reconnaître sans perdre sa dignité et sans se mettre dans une position périlleuse ; tout ce qui serait fait contre la Prusse faciliterait sa tâche plutôt que de la gêner. Le moment d'arrêter l'ascension de la Prusse était déjà passé. Quelques mois avant la guerre, Olivier avait réduit le budget militaire français de 13 millions de francs et diminué le recrutement annuel de 10 000 nouvelles recrues.

La situation se présentait pour la Prusse de manière extrêmement favorable. Il ne restait plus qu'à provoquer, à donner libre cours aux actions du parti militaire français, à mettre entre ses mains de gros atouts. Cela fut fait par Bismarck de façon artistique : il proposa secrètement la candidature de l'un des princes Hohenzollern au trône espagnol vacant, ce qui mit les Français en rage. Le faible Émile Olivier ne put dans ces conditions maintenir la paix : le roi de Prusse se vit adresser une exigence — non seulement d'empêcher le prince Hohenzollern d'accepter l'élection au trône espagnol, mais aussi de garantir qu'à l'avenir une telle candidature lui serait refusée. Le roi de Prusse, féodal, mécontent de Bismarck et prêt à lui donner sa démission, peu intéressé par l'unification de l'Allemagne, jugeant la couronne royale héréditaire de Prusse supérieure à celle de l'empereur de mai, reçut de la France des demandes très proches d'excuses. Il refusa poliment au ministre français Benedetti, qui se rendit à lui à Bad Ems, et en informa Bismarck. Ce dernier modifia le télégramme du roi pour la publication de telle sorte que les Français puissent comprendre que le roi avait chassé leur ambassadeur, tandis que les Allemands pouvaient comprendre que l'ambassadeur français avait offensé le roi de Prusse. Ce télégramme eut tout l'effet que Bismarck en attendait. Le gouvernement français n'accomplit pas son devoir, ne réussissant ni à éviter le coup militaire de la Prusse, ni à y répondre convenablement. Le 16 juillet, la France déclara la guerre à la Prusse.

La diplomatie de Bismarck a réussi à présenter la France comme l'agresseur à tel point que même le comité général de l'Internationale "a été trompé et a reconnu que, du côté allemand, la guerre était défensive. La grande majorité de la jeune social-démocratie allemande a adopté une position défensive et n'a pas approuvé le comportement de Liebknecht et Bebel, qui ont courageusement refusé de voter les crédits pour la guerre. Cependant, le vote des députés sociaux-démocrates en 1870 avait une importance limitée, car l'Allemagne de 1870 était encore un pays agricole exportateur de blé, avec une industrie métallurgique relativement peu développée (38,8 kg de fonte par habitant, contre 139,1 kg en 1900) et un faible développement du capital ; le mouvement ouvrier en Allemagne était encore comparativement insignifiant par rapport à la France.

Bismarck pouvait probablement compter sur sa provocation, car en fait le pouvoir en France appartenait au parti militaire, dont le désir de guerre coïncidait avec le sien. Napoléon III était incapable d'empêcher le conflit imminent. Le bonapartisme représentait un coup militaire au moment où la bourgeoisie et la classe ouvrière, dans une lutte intense, s'étaient épuisées et neutralisées mutuellement, politiquement fatiguées et le pouvoir était à terre. Mais après deux décennies d'existence du Second Empire, la bourgeoisie et la classe ouvrière s'étaient reposées et rétablies pour réapparaître sur la scène politique. Napoléon III, pour contrer la révolution de gauche, décida, au début de 1870, de s'appuyer sur la bourgeoisie et instaura un régime parlementaire. Le parti militaire voyait croître l'opposition révolutionnaire et attribuait tous les malheurs aux échecs de la politique extérieure, ne comptant qu'à l'étranger sur des victoires. Non préparés à la guerre, ils y allaient quand même. L'inadéquation était particulièrement grande dans le domaine de la politique intérieure. Quelques jours avant la déclaration de guerre, le ministre Pluchon dit à Napoléon III : « La lutte entre Votre Majesté et le roi de Prusse n'est pas égale. Le roi peut être battu dans quelques batailles. Pour Votre Majesté, la défaite signifie la révolution. » Face aux tendances opposées au sein de la bourgeoisie française et à la montée révolutionnaire de la classe ouvrière, la conduite de la guerre était politiquement extrêmement limitée, et la stratégie ne disposait d'aucune possibilité de manœuvre défensive.

Forces armées de la France. En temps de paix, la France maintenait jusqu'à 400 000 soldats. Le principal défaut de l'armée française, tout comme celui de l'armée russe à l'époque de Sébastopol, était son incapacité à se mobiliser rapidement. Dès que la guerre était déclarée, les troupes permanentes devaient fournir des cadres pour les unités de réserve et les garnisons dans les points stratégiques. L'effectif de l'armée active diminuait de 35 % par

rapport à l'effectif en temps de paix. Avec une durée de service active de sept ans, les réservistes n'étaient pas formés, et l'armée devait être renforcée par des recrues, libérées du service en temps de paix et incorporées presque sans aucune préparation dans la réserve. Comme la bourgeoisie pouvait s'acheter une exemption du service militaire et que, avec son argent, des soldats ayant déjà servi étaient engagés pour un nouveau mandat de sept ans, il y avait beaucoup de soldats en service prolongé — en 1865, ils étaient 140 000, soit presque 40 % de toute l'armée ; certains étaient des soldats restant pour un troisième mandat de sept ans — l'âge limite des soldats en service prolongé était fixé à 47 ans. C'était une véritable armée de professionnels, déconnectée du peuple et constituant un soutien solide pour le parti militaire. Le succès de la mobilisation prussienne en 1866 montra à la France qu'il lui était impossible de rester avec cette organisation. En 1868, Niel réorganisa le service militaire obligatoire. La durée du service actif fut fixée à 5 ans ; ensuite, le soldat passait dans la réserve pour 4 ans. Pour augmenter l'accumulation des réserves, il fut décidé de stopper le service prolongé ; la bourgeoisie conserva le droit de s'exempter et pouvait librement engager des remplaçants. Parallèlement, Niel introduisit l'inscription sur 9 ans dans les « mobiles » — une garde nationale mobile composée de tous les jeunes n'ayant pas effectué le service actif. Les « mobiles » — une sorte de landwehr français — devaient se réunir pour un entraînement ne dépassant pas 15 jours par an, tout en étant autorisés à rentrer chez eux chaque soir ; toutefois, en raison de la résistance des cercles militaires à cette armée de citoyens, l'entraînement des mobiles fut pratiquement inexistant.

La réforme de Niel n'aurait pu produire des résultats complets qu'au bout de 9 ans, en 1877, lorsqu'elle aurait permis de constituer quatre âges complets de réserve. Avec les mobilisés, le ministère de la Guerre disposerait de plus d'un million d'hommes soumis au service militaire. Mais la guerre éclata en 1870, lorsque la réserve commençait à peine à se former et atteignait à peine 130 000 ; de plus, il y avait 120 000 mobilisés à peine entraînés. Cette réforme n'apporta qu'un petit bénéfice, mais elle priva l'armée de nombreux vieux soldats ; à la place de l'idéologie des combattants professionnels, elle n'apporta pas de patriotisme bourgeois dans l'armée.

L'évitement cynique du service militaire par les classes aisées (que les pauvres s'en aillent avec leur sac de mendicité !) et la méfiance envers les masses révolutionnaires rendaient l'organisation de l'armée française dans une situation désespérée. Pour éloigner les troupes du peuple et en faire un instrument fiable de répression des révoltes, toutes les unités militaires étaient cantonnées loin des régions où elles étaient recrutées. Cela compliquait énormément la mobilisation. Chaque régiment avait dans sa région de recrutement son dépôt — le cadre futur du bataillon de réserve. Lors de la mobilisation, les réservistes devaient d'abord se rendre à leur dépôt, y recevoir vêtements et équipement, puis rejoindre leur régiment sous les ordres de la commande. Cet ordre complexe de mobilisation, ainsi que l'expérience des guerres précédentes, expliquent pourquoi en 1870 les unités de l'armée française ont commencé à se déplacer vers la frontière dès le premier jour de la guerre dans un état non mobilisé : il semblait indifférent de savoir où les équipes de renfort rejoignaient leurs régiments — dans les cantonnements permanents ou à la frontière. En réalité, cela a créé une confusion difficilement imaginable ; de nombreux régiments se sont retrouvés complètement sans attelages, les corps n'ont reçu que partiellement leurs services de soutien, et une part significative des réservistes n'a pas réussi à retrouver leur régiment et errait. Certains bataillons ont atteint un effectif de 800 hommes, tandis que d'autres sont entrés dans les combats décisifs avec seulement 400 hommes et presque sans charrettes attelées. La France a payé cher son ignorance de l'art minutieux de la mobilisation.

Le nombre total de personnes appelées lors de la mobilisation, dont certaines non formées, aurait dû porter les forces armées françaises à un effectif de 600 000 ; mais au cours des trois premières semaines de la guerre à la frontière, il n'a été possible de déployer que 250 000 soldats formés ; la formation des 100 000 suivants demandait beaucoup de temps et

n'était pas complètement achevée sept semaines après le début de la mobilisation, au moment de Sedan. Le reste était composé de mobilisés, principalement affectés aux garnisons des fortresses, et de unités de réserve. Les considérations de guerre de l'état-major français exigeaient le déploiement de 440 000 troupes de champ à la frontière. En réalité, il fallut commencer les combats avec 250 000 contre 450 000 Allemands ; au moment de Sedan, les Français avaient engagé au total 300 000 hommes contre 550 000 Allemands. Durant la première période, particulièrement importante, de la guerre, les Français étaient condamnés à combattre face à une force presque double.

La France disposait de grandes réserves d'armes et d'équipements. La victoire des Prussiens à Königsberg permit d'accorder en France un crédit extraordinaire de 280 millions de francs et de réarmer l'infanterie. Un million de fusils « Chassepot » furent préparés, surpassant de loin les fusils à aiguille Dreyse utilisés par les Prussiens en termes de fiabilité et de portée (1 500 m contre 600 m). 113 millions de cartouches étaient disponibles. En revanche, la situation était moins favorable pour l'artillerie. Les dépôts disposaient de jusqu'à 3 000 canons de campagne en bronze sculpté, chargés par la bouche, et de 11 millions de kilogrammes de poudre. Mais les canons Krupp prussiens, en acier et chargés par la culasse, surpassaient largement les canons français en précision, portée et cadence de tir. Napoléon III cherchait à réarmer l'artillerie, mais le comité d'artillerie français réactionnaire estimait que la simplicité et la fiabilité des canons étaient préférables : les canons de tir longue distance risquaient d'exploser à cause de charges trop fortes et les verrous des canons se détérioreraient à la guerre — une chose trop délicate et non combative. L'artillerie avait utilisé pendant des siècles des canons en bronze ; le bronze est un métal ductile qui, sous l'action de puissants gaz de poudre, ne se fissure pas mais se dilate. Les vieux artilleurs craignaient l'acier, bien plus résistant, mais qui, en cas de catastrophe, éclate en morceaux. Napoléon III ne pouvait vaincre l'obstination aveugle de ses anciens artilleurs. En décembre 1868, Napoléon III décida donc de contourner la citadelle du retard technique — le comité d'artillerie — et commanda au colonel Reffye, inventeur de la mitrailleuse, de développer de nouveaux modèles d'artillerie. Pour réarmer rapidement l'armée, Napoléon III exigea que les nouveaux canons soient en bronze, car les arsenaux français étaient équipés pour travailler le bronze et non l'acier, et que les mêmes poudres noires disponibles soient utilisées pour les charges. Seize mois plus tard, Reffye présenta de nouveaux modèles à longue portée, chargés par la culasse, pouvant rivaliser avec les canons Krupp, mais la guerre éclata avant que les tests ne soient terminés. Les canons de Reffye ne purent armer qu'une partie des batteries lors de la deuxième moitié de la guerre.

L'artillerie de campagne française était inférieure à celle des Prussiens non seulement sur le plan qualitatif, mais aussi quantitatif. Contre 1 344 canons de campagne allemands, l'armée française ne disposait au début de la guerre que de 780 pièces, organisées en batteries. Pourtant, dans les années trente, l'armée française comptait 1 200 canons. La réduction de l'artillerie française s'explique en partie par l'expérience des guerres coloniales, où l'artillerie jouait un rôle secondaire, et en partie sous l'influence d'une politique d'économie. L'expédition mexicaine a coûté à la France plus de 400 millions de francs ; le gouvernement n'avait pas le courage d'avouer une dépense aussi considérable et une partie fut couverte par des coupes dans le budget militaire, notamment par la réduction du nombre de batteries. Napoléon III tenta de compenser le nombre insuffisant de batteries en formant secrètement 24 batteries, chacune équipée de 6 mitrailleuses Reffye. Le feu des mitrailleuses n'était efficace qu'à 1 500 mètres ; elles ne pouvaient rivaliser avec l'artillerie allemande et leur organisation en batteries était manifestement erronée. Bien que dans un certain nombre de batailles les mitrailleuses françaises aient fonctionné avec succès, après la guerre de 1870 elles disparaissent pendant 28 ans de l'armement des armées de campagne : il ne faut pas réduire le nombre de canons au profit des mitrailleuses, telle est la conclusion de la guerre de

1870. Par la suite, elles réapparaîtront d'abord dans les guerres coloniales, mais déjà comme arme d'infanterie, et non d'artillerie.

La quantité d'équipement préparé était considérable ; ainsi, il y avait 2 millions de paires de chaussures dans les entrepôts. Mais cet équipement, malgré l'organisation des maréchalats, n'était pas réparti dans les districts, mais était conservé dans de grands entrepôts centralisés, sous la responsabilité du ministère de la guerre. Les questions de distribution de l'équipement en cas de mobilisation n'avaient pas été étudiées — sinon il aurait été réparti. Il y avait deux immenses dépôts de gêne, où les chariots étaient entreposés avec les roues retirées ; il fallait plusieurs mois à ces dépôts pour distribuer leur contenu. Il va de soi qu'en cas de mobilisation rapide et de concentration à la frontière, les troupes se retrouvaient sans de nombreux objets nécessaires, et le ministère de la guerre recevait de nombreuses plaintes affirmant qu'il n'avait pas été capable de préparer les articles les plus simples et nécessaires aux armées. En particulier, la formation des arrière-guerriers de corps prenait du retard.

En mer, la France possédait une flotte puissante. Mais comme l'Allemagne de cette époque n'avait pas de flotte, à l'exception de quelques petits navires, la flotte française était condamnée à l'inactivité. Elle couvrait les voies maritimes vers les ports français, sur lesquels, d'ailleurs, personne n'a tenté d'agir. L'idée d'un débarquement sur les côtes de l'Allemagne, visant à entraîner le Danemark dans la guerre, a dû être rapidement abandonnée, car toutes les troupes disponibles étaient retenues sur le front. Les riches ressources matérielles de la flotte ont en partie pu être utilisées pour renforcer l'armement de Paris ; les marins sur terre — dans la garnison de Paris et dans l'état-major des armées provinciales pendant la période révolutionnaire de la guerre — ont joué un rôle notable.

Plans de guerre. Le plan de guerre français reposait sur une série de données fantastiques : sur le fait qu'il serait possible de rassembler, en l'espace de deux semaines, une armée de 250 à 300 000 hommes à la frontière, de passer à l'offensive avec elle, de traverser le Rhin moyen, de provoquer la scission de la Bavière du nord germanique, d'inciter par ce succès l'intervention de l'Autriche-Hongrie et l'aide de l'Italie, puis de lancer une attaque concentrique sur Berlin, soutenue par les troupes danoises et le débarquement français. On ne peut pas dire que le calcul sur les alliés et sur la sécession de la Bavière n'avait aucun fondement : en cas de début de marche victorieuse des Français, ils auraient sans aucun doute trouvé des alliés à l'intérieur et à l'extérieur de l'Allemagne. Il suffit de noter que les deux corps bavarois, dans les premiers jours de la guerre, n'étaient pas tant engagés dans des combats qu'ils étaient présents sur les champs de bataille, en particulier le 6 août à Wörth, où ils se distinguaient surtout par leur inaction ; ce n'est que progressivement, au fil de la guerre, que les Bavarois commencèrent à participer réellement aux opérations militaires, comprenant en secret que leurs efforts menaient directement à la perte de l'autonomie de la Bavière. Mais pour mobiliser toutes les forces de l'Europe, prêtes à renverser la Prusse bismarckienne, il fallait remporter les premiers succès. Deux semaines après, lorsque les troupes françaises devaient passer à l'offensive, il n'y avait à la frontière que 140 000 hommes, qui n'avaient pas encore reçu leurs arrières et ne pouvaient donc opérer efficacement. En l'absence de possibilité de réaliser la première étape, tout le plan français s'effondrait.

Au départ, il était prévu de déployer deux armées à la frontière : l'armée de Bazaine en Lorraine, en avant de Metz, et l'armée de Mac-Mahon en Alsace, tout en constituant une troisième armée de réserve sous le commandement de Canrobert à Châlons ; tous les corps devaient être composés de trois divisions. Mais ensuite, au moment de la mobilisation, il fut décidé : Paris devait rester sous l'autorité de l'énergieuse impératrice Eugénie en tant que régente ; Napoléon III devait quitter Paris et commander directement les troupes qui se rassemblaient en une seule armée du Rhin ; trois maréchaux recevaient en consolation le commandement de corps à quatre divisions, tandis que les autres généraux n'obtenaient que des corps à trois ou deux divisions. Cette décision nécessita une redistribution complète des

divisions entre les corps et de tout l'état-major supérieur et, en outre, ne tenait absolument pas compte de l'état de santé fragile de Napoléon III, qui l'empêchait en fait de diriger les opérations militaires ; la politique cherchait à exploiter les traditions bonapartistes—l'impression du départ de l'empereur à l'armée—et à ouvrir la voie à la dictature de l'impératrice, à la tête du parti de la guerre.

Le plan de guerre prussien mérite un examen plus attentif. En 1859, alors que le prestige de la France était élevé et que l'armée prussienne, avant la réforme de 1860, se sentait incertaine, Moltke partait de suppositions prudentes ; avec les contingents de l'Allemagne du Sud, il pouvait rassembler à la frontière française 400 000 soldats, mais face à des forces françaises moins capables au combat. Pour cette raison, Moltke prônait un objectif limité — la conquête de l'Alsace et de la Lorraine et un passage temporaire à la défense. Moltke admettait que les succès obtenus par les Prussiens dans les provinces frontalières pourraient affaiblir le Second Empire et provoquer une révolution ; mais une opération contre Paris paraissait à Moltke très difficile et laborieuse ; il envisageait de n'y passer que dans des conditions favorables, comme à une deuxième étape, commencée non depuis le Rhin, mais depuis la Moselle. Ainsi, en 1859, Moltke se tenait, tout comme Clausewitz dans des conditions défavorables en 1831, pour une offensive limitée à un objectif restreint. Mais au début des années 1860, dès que l'armée prussienne croît quantitativement et qualitativement, et que la France se laisse entraîner par des entreprises coloniales, une politique océanique et s'affaiblit sur le continent, Moltke, en calculant la supériorité des forces à sa disposition, passe immédiatement à des idées d'anéantissement.

Moltke élaborait un plan de guerre non seulement pour l'union nord-allemande, dont toutes les forces armées étaient directement subordonnées au roi de Prusse, mais aussi pour les États alliés de l'Allemagne du Sud. Moltke voyait d'un œil très sceptique l'aide militaire que pouvait fournir un compagnon de guerre indépendant dans ses décisions ; c'est pourquoi il a fait en sorte que l'alliance défensive avec les États d'Allemagne du Sud implique la subordination complète au roi de Prusse dès le début de la guerre des contingents sud-allemands. En échange, Moltke s'engageait à ne faire aucune distinction dans la défense des intérêts territoriaux prussiens ou alliés. En outre, Moltke veilla à ce que les contingents sud-allemands ne restent pas sur la rive droite du Haut-Rhin pour la défense frontale de leur territoire, ce qui aurait isolé les Allemands du Sud des Prussiens rassemblés sur la rive gauche du Rhin. Pour tenir fermement les alliés, Moltke n'hésita pas à concentrer tout le déploiement sur l'étroite rive gauche du Rhin.

Moltke devait tenir compte de la possibilité d'une intervention de l'Autriche pour aider la France. Par précaution, Moltke n'inclut donc pas dans le premier échelon de déploiement opérationnel trois corps prussiens ; leur transport devait commencer en second lieu, après que le maintien de la neutralité autrichienne serait confirmé et que les chemins de fer seraient libérés du transport de tous les autres corps. L'Autriche n'était pas capable d'une mobilisation aussi rapide que la France. Par conséquent, si une convention militaire avait été conclue entre eux, l'Autriche aurait été obligée de commencer la préparation à la guerre en premier. Moltke exigeait de commencer immédiatement la guerre contre la France dès que les signes en seraient perceptibles, 400 000 Allemands devaient bientôt briser la résistance de 250 000 Français. À ce moment-là, les Autrichiens devaient maintenir un solide avant-poste en Galicie contre les Russes et une couverture sur la rivière Inn contre la Bavière. Les Autrichiens ne seraient pas prêts à franchir la frontière prussienne avant longtemps. Pendant ce temps, en Lorraine, auraient déjà lieu des affrontements décisifs entre Allemands et Français ; la victoire des Prussiens pourrait contraindre l'Autriche à remettre son épée dans son fourreau, déjà à moitié dégainée. Mais si les Autrichiens participaient à la guerre et réussissaient à repousser les trois corps prussiens et même à occuper Berlin, la guerre ne serait pas encore perdue : il faudrait conclure une paix légère avec la France vaincue et transférer l'armée prussienne le long du Danube ; les Bavarois sur l'Inn formeraient une protection qui assurerait ce transfert.

Une offensive décisive le long du Danube vers Vienne éliminerait immédiatement tous les succès des Autrichiens dans les provinces prussiennes. Ainsi, en cas de lutte contre une coalition, Moltke, à la veille de 1870, prévoyait d'agir selon des lignes internes entre deux théâtres de guerre distincts.

Le refus de détacher une armée « d'observation » pour garder la frontière avec un État dont la neutralité est incertaine est caractéristique de la stratégie de Moltke, du moins à sa brillante époque de dévastation : Moltke concentre toutes ses forces contre l'ennemi qui a déjà sorti les armes, n'hésite pas à obtenir une supériorité numérique sur le théâtre des opérations réelles au prix du dépouillement complet des autres frontières ; les chemins de fer, offrant la possibilité de transferts rapides et d'actions sur les lignes intérieures entre les différents théâtres, lui permettent de se passer de la mise en place de forces « d'observation », c'est-à-dire inactives, se contentant de surveiller, et d'atteindre immédiatement le maximum de tension stratégique de l'État en temps de guerre.

Moltke a non seulement correctement déterminé le nombre de troupes françaises auxquelles les Allemands devaient faire face, mais aussi leurs points de concentration. Cela, cependant, ne présentait aucune difficulté, car en 1870, le déploiement opérationnel devait déjà se faire entièrement sur les chemins de fer ; en même temps, le développement des chemins de fer n'avait pas encore atteint un tel niveau que ceux-ci disposaient d'une capacité de transport excédentaire et permettaient une utilisation partielle. Pour le déploiement opérationnel, des conditions se sont créées, dépourvues de toute flexibilité. La France disposait, dans la zone frontalière avec l'Allemagne, de deux grands nœuds ferroviaires — Metz et Strasbourg. Quelles que fussent les considérations du commandement français, les Allemands devaient nécessairement rencontrer deux groupes de troupes françaises, séparés par les Vosges et s'appuyant sur Metz et Strasbourg. Telles furent en réalité les groupes des maréchaux Bazaine et Mac-Mahon.

L'anéantissement de la France, proposé par Moltke, nécessitait la prise de Paris : les armées allemandes devaient se diriger vers la capitale française et, en chemin, détruire les forces vives de la France. Il ne restait plus qu'à résoudre la question de la direction générale de l'opération : contourner les Français par l'aile droite pour les couper de Paris et les pousser vers la frontière suisse, ou contourner par l'aile gauche afin d'intercepter la route vers Paris et pousser les Français vers la frontière belge. Le tracé des frontières, la position de Paris et les conditions locales favorisaient la première option, consistant à faire de l'aile droite, en pénétrant sur le territoire français, l'aile principale et à se donner pour objectif de repousser et d'encercler les armées françaises près de la frontière suisse. Cependant, Moltke devait tenir compte de la tyrannie des chemins de fer, qui permettaient d'accumuler beaucoup plus facilement un grand noyau à la frontière de l'Alsace que près des régions voisines des Pays-Bas et de la Belgique, et Moltke construisit son plan sur un contournement systématique des Français par le sud et sur leur poussée vers la frontière belge. Ce plan échoua complètement pour l'armée de Bazaine, qui n'osa pas se détacher de Metz pour avancer entre les Allemands et la frontière belge, fut encerclée et anéantie dans la forteresse de Metz ; mais il fut pleinement réalisé à Sedan, contre l'armée de Châlons. En 1914, les Allemands passèrent à la mise en œuvre du plan opposé, mieux adapté aux conditions du tracé du territoire français — le contournement par l'aile droite et le refoulement des Français vers le sud ; mais ce plan de Schlieffen ne devint possible qu'après vingt ans de construction ferroviaire spécifiquement orientée vers cet objectif.

Le déploiement opérationnel était prévu par Moltke à une distance relativement courte de la frontière, afin de profiter rapidement de l'avantage allemand en matière de préparation, de rapidité de mobilisation et de nombre. Le plan prévoit, si les Français passent à l'offensive avant le 17^e jour de mobilisation, le retrait de la 2^e armée centrale, la plus exposée au choc, de Neunkirchen et Homburg, où il était prévu de la débarquer, de six étapes en arrière, vers le Rhin. Le 16 juillet était le premier jour de mobilisation ; les transports pour le rassemblement

ne devaient commencer que le 24 juillet, après la fin de la mobilisation ; mais immédiatement après le début de la mobilisation, il parvint des informations selon lesquelles les troupes françaises, en effectif non mobilisé, étaient transportées vers la frontière ; dans ces conditions, le débarquement de la 2^e armée à Neunkirchen et Homburg, à un seul pas de la frontière, la mettait en danger d'être anéantie bataillon par bataillon ; c'est pourquoi Moltke ordonna d'interrompre son transport et de la débarquer sur le Rhin. Cet abréger le transport était le seul moyen de montrer une flexibilité de déploiement à cette époque.

En fin de compte, plus d'un demi-million d'Allemands avaient été déployés sur le front, de Trèves à Karlsruhe, sur une longueur de 160 km ; c'était un déploiement très dense. Si l'on prend en compte le schéma de l'invasion allemande en France en 1870, selon lequel les armées devaient se diriger dans des directions divergentes — la 1^{re} et la 2^e vers la Lorraine, et la 3^e vers l'Alsace — cet arrangement pouvait sembler s'écartier de la caractérisation que nous avions donnée de l'art opérationnel de Moltke. En réalité, les armées prussiennes n'étaient préparées qu'à un déploiement sur cette étroite section où le territoire prussien bordait la France ; Moltke avait veillé à rapprocher de cette zone les contingents du Sud de l'Allemagne. L'engagement de l'Allemagne méridionale dans la guerre contre la France était, dans une certaine mesure, conditionnel ; la préparation opérationnelle à ce sujet était relativement faible. Moltke avait établi une option de déploiement solide, qui aurait pu être mise en œuvre même sans les Allemands du Sud ; le Sud de l'Allemagne n'était pas directement couvert par le déploiement de Moltke, mais bénéficiait d'une protection indirecte : la 3^e armée, sur la ligne Landau-Karlsruhe, occupait une position sur le flanc et, en cas de tentative des Français de traverser le Rhin depuis l'Alsace, la 3^e armée aurait frappé leur flanc et leur arrière. Le fait que Moltke cherchait à sortir le plus rapidement possible de la situation opérationnellement contraignante et à pouvoir agir avec deux groupes séparés avançant dans des directions convergentes se voit dans le fait qu'il pressait la 3^e armée de passer rapidement à l'offensive depuis Landau et d'envahir l'Alsace ; de cette façon, il créait un puissant groupe enveloppant capable de franchir les Vosges et de s'abattre sur le flanc droit des Français, si ces derniers, comme il semblait probable, engageaient un combat décisif contre la 1^{re} et la 2^e armées allemandes près de la frontière lorraine sur la rivière Sarre.

L'arrière allemand. Une omission importante des considérations de Moltke était l'absence d'instructions sur le travail de l'arrière dans les opérations à venir. L'expérience de la guerre de 1866 n'était pas encore suffisamment comprise. Il n'y avait aucun lien entre le travail de l'état-major, qui préparait les opérations, et le travail du ministère de la Guerre, qui organisait l'approvisionnement alimentaire des troupes. Moltke prévoyait de passer à l'offensive décisive le 20e jour de la mobilisation ; Le ministère de la Guerre devait d'abord examiner et préparer les rations des troupes dans la zone de déploiement du 9e au 20e jour de la mobilisation. Pendant ce temps, le ministère de la Guerre n'y avait pas de ravitaillement ; Au début de la guerre, il ordonna aux districts du corps d'armée sur le Rhin de demander de la nourriture pendant six semaines pour toutes les forces déployées. Mais les provisions ainsi contractées ne commencèrent à arriver que lorsque le Rhin fut déjà complètement débarrassé de ses troupes et, pour la plupart, n'eut pas été utilisé. Apparemment, les organes du ministère de la Guerre n'ont pas été informés du passage à l'offensive le 20e jour à l'avance. Seuls de riches fonds locaux ont aidé les Allemands. Au lieu de chercher à organiser la cuisson du pain dans les zones où les troupes étaient stationnées, le Commissariat commença à cuire le pain dans les grandes villes du Rhin et du Main ; le pain n'arrivait pas aux troupes ; Ne se rendant pas compte que l'affaire n'était générée que par les conditions de transport, le ministère de la Guerre répondit aux plaintes des troupes concernant le manque de pain en ordonnant à Berlin de cuire 100 000 portions de pain par jour pour l'armée, et aux districts du corps d'armée, même au 1er corps en Prusse orientale, de cuire davantage de pain et de l'envoyer à l'armée en campagne. Mais les chemins de fer fonctionnaient toujours à plein régime pour concentrer les troupes, le grain était rassis et gâté en chemin.

Alors qu'en 1914, en premier lieu, les Allemands transportaient dans la zone de déploiement des boulangeries de transit et le personnel pour les transports de transit, afin que les troupes arrivent déjà sur un territoire organisé en termes de soutien arrière, en 1870, aucune préparation similaire n'existe ; malgré cela, ce qui était transporté en priorité, c'étaient uniquement les troupes ; les arrières divisionnaires, de corps et d'armée ne suivaient qu'ensuite. La transition à l'offensive avait lieu souvent avant l'arrivée de la majorité des services arrière. Cette guerre marquait la fin d'une période de développement de l'art militaire, durant laquelle les chemins de fer étaient considérés comme une avancée technique éliminant le besoin de préparation des bases, sur laquelle avaient été consacrés tant d'efforts à l'époque de Frédéric et de Napoléon. Bien sûr, il serait erroné, à l'ère des chemins de fer, de rester avec ces énormes dépôts dans les forteresses de la zone frontalière, tels qu'ils existaient au XVIII^e siècle ; à cet égard, le concept de « base » s'est aujourd'hui dissous sur tout le territoire de l'État ; chaque gare peut nourrir des dizaines et même des centaines de milliers de soldats. Mais les opérations et le déploiement doivent être préparés sur le plan arrière ; pour accélérer la concentration, il est important de disposer d'une partie des réserves à l'avance dans la zone de déploiement, et c'est là aussi, parmi les troupes, qu'il faut organiser la boulangerie.

En 1870, les troupes prussiennes se constituèrent, à partir de chariots civils, des « transports temporaires » ; cela donna une incroyable pagaille au niveau de l'arrière. Les troupes étaient autorisées à retenir les chariots civils auprès d'elles (dans la 1^{re} armée – 2 par bataillon et batterie et 3 par escadron). Le personnel de l'intendance se retrouva absent : sur 12 intendants de corps, seuls 3 purent partir en campagne pour raisons de santé ; les autres durent être improvisés. Les organes de l'intendance de campagne, au lieu de se mettre à un travail énergique dès les premiers jours, ne se formèrent selon le plan de mobilisation que le 10^e jour. L'intendance ne savait toujours pas utiliser les chemins de fer. Les chemins de fer fournissaient à l'armée non pas des cargaisons anonymes, qui auraient pu être acheminées là où le besoin était le plus grand, mais les cargaisons de propriétaires individuels selon diverses lettres de transport, comme en temps de paix. Que faire des stations sur lesquelles arrivent des cargaisons envoyées par on ne sait qui, adressées à on ne sait qui et attendant le détenteur de la lettre de transport ? La confusion et l'arrêt du travail des stations étaient une conséquence inévitable.

En 1870, des inspections de relais avaient déjà commencé à fonctionner, devant coordonner le travail de l'arrière de chaque armée et devenir le seul interlocuteur pour les chemins de fer. Mais il fallut du temps pour passer progressivement de l'anarchie des corps à l'organisation de l'arrière de l'armée. L'approvisionnement fonctionnait en réalité très modestement, et surtout lors des moments de pause. Lors du siège de Paris, le commandement en chef avait attribué à l'armée de la Meuse un train de ravitaillement par jour, mais en réalité elle ne recevait pas plus d'un train tous les trois ou quatre jours, et du 28 novembre au 28 décembre il n'est arrivé que trois trains, et encore avec du bétail, qui était déjà sur place, et non de la farine. Pour réunir des ressources locales pour l'armée, des divisions de cavalerie étaient largement utilisées. L'armée de la Meuse près de Paris était généralement bien nourrie, tandis que la 3^e armée, également assiégeant Paris, souffrait souvent de faim. L'arrière ne présentait donc pas de tableau uniforme. La situation était la pire chez les Bavarois, qui non seulement souffraient de faim, mais maltraitaient aussi la population locale et dépensaient beaucoup d'argent.

L'approvisionnement en munitions n'était pas encore un problème aigu pour les troupes de campagne : pendant toute la guerre, elles n'ont reçu que 30 millions de cartouches et 362 000 obus, c'est-à-dire le chargement de deux trains incomplets d'une dizaine de wagons chacun. Le canon de campagne allemand n'a consommé en 5 mois et demi d'opérations que 190 cartouches. Les difficultés ne surviennent que lorsqu'il fallait assiéger des forteresses. Le siège de Strasbourg, en peu de temps, a entraîné une consommation de

munitions, en poids, équivalente à celle consommée lors des combats de terrain pendant toute la guerre. Tel est le principe de la guerre de position. Le bombardement de Paris a été retardé de deux mois en partie à cause de la difficulté de fournir les charges de siège par la seule ligne de chemin de fer, insuffisante pour approvisionner correctement les deux armées.

Les Français, en se retirant, n'endommageaient guère les chemins de fer ; apparemment, les compagnies ferroviaires privées préservaient leurs biens. Mais les troupes ferroviaires chez les Allemands n'en étaient encore qu'à leurs débuts. Les chemins de fer étaient, à de nombreux endroits, barrés par des forteresses. Aussi faibles que fussent ces forteresses et leurs garnisons, les Allemands s'y attardèrent longtemps, car dans le domaine de l'attaque des forteresses, ils étaient en 1870 aussi novices que les Russes en 1914 et ne disposaient pas du tout d'artillerie de campagne lourde. L'attaque de Strasbourg s'effectuait encore avec des méthodes élaborées à la fin du XVII^e siècle par Vauban et conservées parmi les ingénieurs militaires russes jusqu'au XX^e siècle inclus. Et lorsque les Allemands durent construire une ligne de chemin de fer pour contourner Metz sur le tronçon Rémy—Pont-à-Mousson, d'une longueur totale de seulement 30 km et prévue un an avant la guerre, l'arrière-garde eut du mal à rassembler les effectifs, les matériaux et les outils ; il fallut six semaines pour achever cette simple voie.

Tactique. Les actions tactiques des Prussiens en 1870 diffèrent complètement de celles de 1866 ; dans de nombreux domaines, nous voyons chez les Prussiens des points forts en 1870 là où ils avaient auparavant des faiblesses, et inversement ; le changement de la silhouette tactique de l'armée en quatre ans illustre la flexibilité et l'instabilité si propres à la tactique. En 1870, Moltke cherche à utiliser les divisions de cavalerie en 2-3 passages devant le front de l'armée pour la reconnaissance opérationnelle ; elles parviennent à séparer les avant-postes des forces principales de l'armée, à les repousser hors des queues des colonnes de marche, où elles suivaient en 1866, comme dernières réserves pour le champ de bataille. Cependant, une grande partie de la cavalerie n'était pas encore équipée de fusils, était complètement incapable de combattre à la hâte, et les divisions de cavalerie ne disposaient pas encore du matériel opérationnel nécessaire pour des actions indépendantes.

De la même manière, l'artillerie, qui traînait derrière les colonnes de marche de l'infanterie en 1866, retardant son entrée au combat, se déployant batterie par batterie sur les positions et se lançant soudainement dans la bataille contre les masses d'artillerie autrichiennes, a radicalement abandonné cette méthode d'action, fondée sur les traditions de l'époque napoléonienne, lorsque la réserve d'artillerie à canon lisse surveillait en arrière le moment décisif pour fondre sur l'ennemi et créer en peu de temps une brèche au point du dispositif de combat adverse vers lequel l'attaque d'infanterie se dirigeait. Sous Moltke, en 1870, l'artillerie prussienne, équipée de canons à longue portée, passa de la tactique d'une arme de combat rapproché à la tactique d'une arme de combat à distance. Le rôle de l'artillerie en fut sensiblement accru.

La tâche de chercher dès le début une supériorité décisive en nombre des batteries de tir principales avait été formulée de manière très claire, et dans la colonne de marche, l'artillerie de corps avait été avancée à la tête de la division en marche. Dès que les premiers coups de feu se faisaient entendre, toutes les batteries de la colonne de marche passaient au petit trot, dépassant les autres unités, se précipitaient et s'alignaient avec les batteries en train de tirer. Instantanément, de puissantes lignes d'artillerie se formaient et continuaient de croître—avec plus de 100 canons, constituant l'ossature de l'ordre de bataille, qui ne se remplissait progressivement d'infanterie. L'artillerie de corps des unités en deuxième ligne s'intégrait souvent à ces énormes positions d'artillerie. Le déploiement de l'artillerie était parfois même insuffisamment couvert par l'infanterie ; mais en général, cette méthode faisait des Allemands les maîtres immédiats du champ de bataille.

En ce qui concerne l'infanterie prussienne, en 1870 elle n'était plus une représentante aussi déterminée de la tactique de feu grâce à laquelle elle avait obtenu un certain nombre de

grands succès en 1866. Il semblerait qu'il n'y ait aucune raison de renoncer à des solutions de tir si éprouvées pour accomplir les tâches de combat. Mais ici, nous rencontrons une énorme pression exercée sur la tactique par la qualité de l'armement : en 1866, l'infanterie prussienne possédait un fusil à aiguille supérieur contre le carabine autrichien, et en 1870, elle se retrouvait face à un fusil à aiguille Chassepot encore plus perfectionné, capable de tirer à des distances 2,5 fois plus grandes. Il était naturel pour l'infanterie prussienne de chercher à ne pas rester dans la zone de 1 500 m à 600 m des Français, car dans cette zone elle était sans défense contre le feu du Chassepot. À des distances plus rapprochées, l'infanterie prussienne, grâce à son excellente préparation au tir, pouvait espérer concurrencer efficacement le feu des fusils français. Cependant, le vrai attrait consistait à transférer tout le centre de gravité de la préparation de tir à son artillerie, qui surpassait nettement celle des Français, à attendre loin de l'ennemi jusqu'à ce que l'artillerie ait fait son œuvre, puis à lancer un coup audacieux pour renverser l'ennemi. Les anciens idéaux de frappe, ayant eu deux millénaires de domination dans la tactique, sont toujours prêts à renaître. Dans l'armée prussienne, leur renaissance a été particulièrement favorisée par les tendances des parades de place, toujours existantes, et après le renforcement de l'armée de carrière dans les années soixante et les victoires de 1866, ces tendances se sont à nouveau renforcées sous l'influence des tendances féodales du roi Guillaume.

L'attente des résultats de l'action de leur artillerie était empêchée dans l'armée prussienne par la tactique en développement de mener le combat de manière offensive, sans laisser à l'ennemi le temps de se déployer et de se rendre compte de la situation. À cet égard, la tactique de 1870 était une continuation directe de la tactique de 1866.

À l'époque de Napoléon, la bataille commençait après la concentration des troupes issues des colonnes de marche en une ligne de réserve. Lors d'un combat classique, les canons lourds de l'armée ennemis pouvaient concentrer leurs forces sans obstacle à très courte distance les uns des autres. La bataille était précédée d'une pause. Pendant que les troupes se regroupaient à partir de courtes colonnes de marche, le commandant supérieur avait l'occasion de faire une reconnaissance personnelle d'un petit champ de bataille, dont les dimensions pour une armée entière à l'époque de Napoléon équivalaient à un secteur moderne de régiment ou de division. Cette pause représentait dans le temps la frontière entre les actions opérationnelles et tactiques. Ayant une idée claire de la situation, le commandant supérieur élaborait un plan précis ; si les informations étaient insuffisantes, il engageait le combat sur le front avec son avant-garde, soutenu en conséquence, et gardait en réserve ses masses prêtes à intervenir à l'instant où la situation l'exigerait, pour porter un coup écrasant avec une force fraîchement organisée.

La pensée tactique du XIX^e siècle a longtemps cherché à maintenir ce schéma, malgré les contradictions suscitées par les conditions changeantes. Il est apparu une certaine contradiction entre la théorie et la pratique, provoquant un combat rapproché en état « sauvage », présentant de grands dangers. Nous avons déjà examiné les conditions du combat rapproché apparues en 1859. La pause au moment de la concentration des troupes à partir des colonnes de marche dans des ordres de réserve était inaccessible : le combat commençait dès que les têtes des colonnes de marche se rapprochaient de l'ennemi à portée de tir. Par ailleurs, dans les temps les plus récents, la pause pour la concentration des troupes devait être particulièrement importante en raison de l'augmentation de plusieurs fois de la profondeur des colonnes de marche. La pause a disparu, le moment pour la reconnaissance et pour que le commandant supérieur prenne une décision de combat a disparu, la frontière temporelle entre les actions opérationnelles et tactiques a disparu — elles se sont fusionnées en une opération unique et ininterrompue. Les troupes passaient directement des colonnes de marche au combat.

Une nouvelle circonstance est apparue, obligeant à se hâter dans l'engagement au combat au lieu de la pause habituelle. Mais les conditions essentielles de la VI^e chapitre

résident dans l'augmentation considérable de l'efficacité du feu et dans la rapidité avec laquelle les troupes établissent des positions fortifiées. Dans les conditions modernes, si l'on prend une pause de deux jours, comme celle qui a précédé la bataille de Borodino, il faut s'attendre non pas à un combat de champ ouvert, mais à une attaque contre une position fortement renforcée. Nous avons déjà vu comment, en 1863, à Gettysburg, les Sudistes ont échoué dans l'opération à cause de leur incapacité et de leur refus de mener le combat dans l'esprit d'une attaque frontale, comme le voulait le général Lee. Maintenant, d'une part, la portée des armes et la longueur des colonnes de marche obligent les têtes de colonnes à engager le combat sans attendre l'arrivée des queues de colonnes, et d'autre part, la cadence de tir des armes, la présence de pelles et la capacité de les utiliser chez l'ennemi obligent à ne lui laisser aucune minute pour organiser son front, sauf si nous le trouvons déjà en position aménagée.

La gestion du combat en rencontre se décentralise en grande partie. Le combat en rencontre ne peut être considéré comme des actions indépendantes d'une seule colonne ; il est généré en avançant vers la ligne de contact avec l'ennemi par de multiples voies. Ce sont les supérieurs hiérarchiques dans les colonnes — les commandants de corps, les chefs de divisions et les commandants de brigades — qui mènent le combat. En cas de préparation insuffisante des chefs subalternes, le combat en rencontre risque de se transformer en anarchie sur le champ de bataille.

En 1866, à l'exception de quelques cas, le succès revenait facilement aux Prussiens. Le feu faible des Autrichiens et leurs masses désordonnées encourageaient l'infanterie prussienne à avancer partout, s'approcher à une distance de 600 pas et moins, et mitrailler les colonnes denses et impuissantes de l'ennemi. Dans l'armée prussienne, une compréhension rapide de la tactique s'était développée, celle de la poussée instinctive de tous en avant. L'ancien slogan de l'instructeur de l'infanterie prussienne de la première moitié du XVIII^e siècle, le maréchal de camp le prince Léopold de Dessau, renait : « À la brèche ! » Lors de la guerre de 1870, le mouvement spontané en ligne droite vers l'ennemi découvert, sans attendre d'ordres d'en haut et sans tenir compte de la situation, devient une règle pour l'état-major. L'initiative des commandants subalternes, interprétant ainsi les choses, rend le commandement et la manœuvre très difficiles. Rare est le commandant qui pense à la nécessité d'obtenir ou d'attendre les résultats d'un encerclement. L'artillerie, largement supérieure à la française, n'a souvent pas le temps de préparer l'attaque. Les officiers prussiens se souviennent qu'à longue distance le fusil français dépasse largement le fusil prussien, et ils s'efforcent plutôt d'atteindre des distances inférieures à 600 pas, où les chances offertes par les armes sont comparables. Avec une supériorité militaire double, un avantage énorme en quantité et en qualité de l'artillerie allemande, et la passivité du commandement français, qui ne pensait qu'à se retrancher derrière des positions fortes, ce chaos tactique a permis aux Allemands de remporter des victoires. Cependant, la tactique de combat frontal, inconsciente et à l'état sauvage, coûta cher aux Allemands : en trois journées de combat en août près de Metz, l'armée allemande perdit 40 000 hommes tués ou blessés contre 29 000 Français hors de combat ; et tel est le rapport des pertes, malgré la supériorité décisive de l'artillerie allemande !

Considérons deux épisodes tactiques de la bataille de Gravelotte, caractéristiques de la préparation tactique prussienne à la guerre ; les deux corps prussiens qui attaquaient ici étaient au combat pour la première fois, et l'expérience de la guerre n'avait pas encore introduit de corrections dans les méthodes de travail de combat assimilées par les troupes. L'un de ces corps prussiens — le IX — était en 1870 le plus faible ; il avait été formé après la campagne de 1866 grâce à l'augmentation territoriale de l'union de l'Allemagne du Nord ; l'une de ses divisions était hessoise, l'autre était composée de conscrits provenant des provinces de Schleswig et de Holstein annexées au Danemark en 1864. L'autre corps — la garde — se distinguait par le plus grand niveau de manœuvre, un entraînement élevé aux parades et

aux formations ; dans son éducation, les survivances féodales étaient particulièrement solidement ancrées.

L'attaque du IXe corps le 18 août 1870. L'armée française de Bazaine, forte de 150 000 hommes, occupait une position avec le front tourné vers la France et le dos tourné vers la forteresse de Metz, s'étendant sur 12 km — des hauteurs de la rive gauche de la Moselle jusqu'au village de Roucourt, avec une position avancée à Saint-Maréaux-Chênes. Les 1^{re} et 2^e armées allemandes, qui avaient traversé la Moselle au sud de Metz, fortes de 230 000 hommes, avaient pour but de se placer sur les routes de retraite des Français ; au matin, les Allemands se tenaient avec le front au nord, à angle droit avec le front français. Le commandement allemand avait très peu d'informations sur les Français. Il supposait qu'une grande partie des Français pourrait essayer de fuir le long de la frontière belge et qu'alors il faudrait les attaquer dans la direction du nord. Il était plus probable que les Français se tiennent devant Metz, et il faudrait alors les attaquer en enveloppant leur flanc droit depuis le nord. Il fallait résoudre la difficile tâche d'attaquer tout en changeant d'orientation du front, une tâche sur laquelle, en 1346 à Crécy, la chevalerie française s'était brisée. L'état-major général prussien en 1870, comme en 1866, savait encore mal organiser la reconnaissance, et dans ces conditions, le déploiement des Prussiens le 18 août, en même temps que le changement de direction, s'avéra une tâche presque insurmontable.

Une série d'erreurs et de malentendus a conduit à ce que le commandement allemand croit que la position française (pour 150 000 hommes) ne s'étendait que sur 5 km et se terminait à Montigny-la-Grasche. La 1^{re} armée (VII et VIII corps) devait se déployer à Gravelotte contre le front français, tandis que la 2^e armée devait progresser sur les pentes à gauche pour gêner la retraite des Français par les routes nord le long de la frontière belge et attaquer les Français en enveloppant leur flanc droit. En première ligne se trouvaient les IX^e, corps de la Garde et XII^e corps. Ces trois corps devaient avancer en ordre de réserve et non en marche, car le prince Frédéric-Charles, commandant de la 2^e armée, voulait les avoir concentrés pour un déploiement rapide dans n'importe quelle direction et pensait que l'ennemi serait bientôt rencontré. Les III^e et X^e corps, ayant subi de lourdes pertes le 16 août, avançaient en deuxième ligne. Il était demandé au IX^e corps de « se diriger vers Vionville et La-Folie. Si le flanc droit de l'ennemi s'y trouve, le corps doit engager le combat immédiatement avec un puissant déploiement d'artillerie ». Le corps de la Garde se dirigeait vers Amangeville, où l'on s'attendait de toute façon à ce que le front français se termine et que l'enveloppement puisse être achevé. En raison de sa mauvaise perception de l'étendue du front français, le IX^e corps, le corps de la Garde et la majeure partie du XII^e corps, au lieu d'envelopper le flanc français, sont sortis de manière désordonnée contre le front français.

Lorsque la tête du IX^e corps approcha de Verneville, au mandir du IX^e corps, le général Manstein aperçut clairement les tentes blanches du bivouac français sur la hauteur près de Montigny-la-Grange. Il décida d'entrer immédiatement et énergiquement dans le combat, bien que la situation semblait permettre d'examiner les environs et d'attendre le déploiement du corps de garde suivant plus à gauche. Deux bataillons de l'avant-garde furent déployés de Verneville contre la forêt de Geniveaux, dont la lisière était occupée par des tireurs français. L'artillerie, qui suivait la tête de la 18^e division, ainsi que celle du corps, fut appelée depuis la colonne au pas accéléré pour occuper des positions sur la crête allant d'Amanvillers à Verneville. En se déployant ici par étagement sur la gauche, les batteries du IX^e corps prirent une position qui englobait Montigny-la-Grange par le nord. Pour sécuriser le flanc gauche de l'artillerie, le régiment de tête des forces principales fut envoyé vers le bois de la Cuis.

Vers midi, lorsque les batteries ouvrirent le feu sur Montigny, il s'avéra que ce n'étaient pas les Allemands qui encerclaient les Français, mais la position française, s'étendant loin vers le nord, qui enveloppait et canalisait le flanc gauche des Allemands. Le feu d'artillerie, de mitrailleuses et de fusils s'abattit sur les batteries allemandes non seulement de front, mais aussi à courte distance depuis le flanc gauche et même partiellement par l'arrière. Quatre

batteries allemandes du flanc gauche tentèrent de changer de position en formant un angle droit, face à Amanvillers, mais furent contraintes de se taire ; certaines batteries réussirent à se déplacer et reculer, d'autres furent abandonnées par leur personnel ; des éclaireurs français avancés poussèrent quatre canons dans la position française. Les unités se dirigeant précipitamment vers le nord à partir de la colonne de marche — la majeure partie de la 18e division et toute la 25e division — se rassemblèrent dans un petit bosquet de la Cusse. Sous un feu intense provenant des tranchées devant Amanvillers, l'infanterie faible du IXe corps ne pouvait se maintenir sur le terrain, et près de deux dizaines de bataillons se réfugièrent dans ce petit bois, où derrière chaque arbre se cachaient six à sept hommes.

Le général Manstein lui avait demandé de le soutenir. Le commandant de la 2e armée détacha pour l'aider, au détriment du corps de garde engagée dans un combat décisif pour Saint-Privé, la 3e brigade de garde. Vers cinq heures du soir, le général Manstein ordonna de lancer une attaque décisive sur Amainville. La 25e division, dispersée sous le feu de l'artillerie dans sa petite forêt, n'avait indiqué cette attaque que par des reconnaissances nocturnes. Mais la brigade de garde fraîchement arrivée se lança à l'assaut, presque sans préparation d'artillerie ; l'assaut fut repoussé avec de lourdes pertes — dans le bataillon de fusiliers de garde, tous les officiers furent hors de combat. Lorsque la nuit tomba, il apparut que les Français s'étaient repliés vers Metz suite à la capture de Saint-Privé grâce aux efforts conjoints des corps de garde et du XIIe corps.

Les actions malheureuses du IXe corps résultaient d'un début de combat extrêmement malchanceux et précipité. Au lieu de se fier à leurs yeux et à leurs services de renseignement pour déterminer où se trouvait le flanc de l'ennemi, les unités impliquées s'orientaient aveuglément selon des ordres venus d'en haut, basés sur des malentendus. L'inutilité totale du début énergique du combat et des lourdes pertes de l'assaut du soir est évidente. Avec le mode d'action actif des Français, les Allemands auraient facilement pu perdre leur artillerie ici, et une grave crise se serait formée au centre de l'armée.

Des actions tactiques également infructueuses peuvent être observées le même jour chez les unités de la 1re armée de Steinmetz à Gravelotte. Ici, les Allemands ont surestimé leur succès après l'ouverture du feu d'artillerie et ont entamé l'attaque en poursuivant un ennemi qui, en réalité, occupait fermement une position fortifiée, lançant une division de cavalerie dans le défilé du passage routier à travers le ravin de Gravelotte. La panique et de graves malentendus en ont été la conséquence naturelle.

Attaque de la 1re division de la garde sur S.-Privat. Le corps de la garde passait la nuit à l'ouest, près de Gabonville, et le XII corps saxon à l'est, près de Puisei ; il aurait été naturel de laisser le corps de la garde sur le flanc ouest, et les Saxons au centre de la 2e armée ; mais dans ce cas, les Saxons et les Hessiens, avec qui les Prussiens avaient combattu en 1866 et que le prince Frédéric-Charles considérait comme peu fiables, se seraient retrouvés à proximité et auraient formé le noyau de l'armée. Frédéric-Charles souhaitait un corps fiable au centre. C'est pourquoi il envoya la garde à Doi-kyp, et les Saxons à Jarny par des itinéraires qui se croisaient. La garde reçut l'ordre d'avancer via Vernevill vers Amanville pour soutenir le IX corps dans son enveloppement. La 1re division de la garde, en tête, prit une direction plus au nord que celle qui lui avait été indiquée, vers Gabonville. En y arrivant, elle vit que le front français s'étendait jusqu'au village de S.-Priva, situé sur une colline et fortement tenu. Le commandant de la 1re division de la garde, le général Pape, décida donc de tourner vers le nord pour envelopper le flanc des Français à S.-Priva. Mais sur son chemin se trouvait le village de Sainte-Marie-aux-Chênes, occupé par deux bataillons français comme avant-poste. Le général Pape décida de prendre ce village conjointement avec les Saxons. L'artillerie de corps et celle de la 1re division de la garde avaient déjà pris position au nord-est de Gabonville et bombardaiient le secteur de S.-Priva à Amanville. Le déploiement de l'artillerie de la garde fut aussi risqué et rapide que celui de l'artillerie du IX corps, sans protection d'infanterie. Mais un seul bataillon de la garde réussit à occuper le village de Sainte-El et ainsi protéger

l'artillerie sur le secteur le plus menacé. L'artillerie saxonne bombarda Saint-Marpois-aux-Chênes, après quoi 17 bataillons de la garde et saxons, déployés en demi-cercle contre Saint-Marpois-aux-Chênes, se ruèrent presque sans tirer un coup sur le village et s'en emparèrent facilement, car les Français avaient déjà commencé à nettoyer ce point avancé. Dans le village même, plus de 10 bataillons firent irruption, se mêlant dans l'espace restreint du petit village (500 m x 500 m). Les Saxons commencèrent lentement à se rassembler pour poursuivre leur mouvement de contournement, tandis que la 1re division de la garde était retardée et se reposait autour de ce village pendant quelques heures. Désormais, toute l'artillerie de la garde était déployée sur le front de Saint-Marpois-aux-Chênes à Gabonville ; le commandant de l'artillerie de la garde ne rendait pas l'artillerie divisionnaire de la 1re division de la garde à son commandant, malgré les insistance de ce dernier. La 2e division de la garde, ayant détaché une brigade pour soutenir le IXe corps, s'engagea avec l'autre brigade, à dix-sept heures, dans l'attaque des hauteurs qui s'étendent de S.-Priva à Amanvilles. Au nord-ouest de Saint-Marie-aux-Chênes, se déployaient des batteries saxonnées. Le général Faidherbe (ou Papé selon le texte) considérait que sa division serait dirigée vers le nord-est, vers Montereau, pour un encerclement conjoint avec les Saxons des Français ; il voyait que le mouvement d'encerclement des Saxons se développait très lentement, que l'artillerie de la garde bombardait les batteries et les tireurs français, mais le village de S.-Priva, où arrivaient sans cesse de nouveaux bataillons français, restait totalement indemne de tirs.

Le commandant du corps de la garde, le prince Auguste de Wurtemberg, assez limité, et son faible chef d'état-major, le général Danenberg, observant les positions françaises, Fig. 20. L'attaque de la 1re division de la garde sur S. Privas, en vinrent à la conclusion que les Français commençaient à nettoyer leur position principale. En réalité, de nombreuses batteries françaises, ne supportant pas le feu de l'artillerie prussienne, quittaient leur position et se repliaient, tandis que les tireurs français nettoyaient certaines tranchées avancées et se concentraient sur la position principale. Mais en général, le 6e corps français du maréchal Canrobert, qui occupait ce secteur de la position, restait encore solide. Dans le grand village de S.-Priva (d'une superficie de 1 000 m par 500 m), avec de grandes maisons en pierre à plusieurs étages et de nombreux murs solides en pierre, se trouvaient jusqu'à 14 bataillons. Une telle concentration de troupes était bien sûr également erronée. Les Saxons avaient promis à Auguste de Wurtemberg de commencer à 17 heures une attaque contre S.-Priva depuis le nord ; néanmoins, des informations laissaient entendre que leur mouvement avait un retard d'une heure et demie ; cependant, lorsque l'artillerie saxonne sur la route de Saint-Marie-au-Chêne à Obué ouvrit le feu, Auguste de Wurtemberg jugea que l'attaque enveloppante des Saxons commençait et que leur artillerie préparait déjà l'assaut de S.-Privas ; en réalité, elle bombardait les lignes françaises à l'ouest de Roncourt. Craignant que les Saxons ne prennent S.-Privas, occupé par la garde en place, ce qui aurait été un scandale, et comme le soir tombait déjà, le commandant du corps de la garde ordonna à la 1re division de la garde d'avancer au nord de la route allant de Saint-Marie-au-Chêne à S.-Privat.

Juste avant de donner l'ordre, le commandant de l'artillerie du corps, en deuxième ligne du Xe corps, se présenta au prince Auguste de Wurtemberg et lui proposa de positionner dix batteries voisines (à Batylla) du Xe corps pour bombarder Saint-Privat, ce qui ne prendrait que vingt minutes. Auguste de Wurtemberg refusa ; l'attaque devait être rapide et il n'y avait plus de temps pour renforcer l'artillerie et attendre les résultats des tirs... Le comportement du commandant du corps de la Garde illustre parfaitement l'idée de Clausewitz selon laquelle, en temps de guerre, les impressions émotionnelles l'emportent sur les conclusions d'un calcul froid. Le général Fabe tenta vainement de prouver que les Français ne comptaient pas battre en retraite, que les Saxons étaient encore loin et que Saint-Privat n'avait pas encore été bombardée : la brigade de la 2e division de la Garde progressait déjà au sud de la route et la 1re division de la Garde devait soutenir ses voisines. Le général Danneberg, chef d'état-major du corps, indiqua à tous les commandants d'infanterie de la Garde la direction des maisons les

plus hautes de Saint-Privat. À cette époque, la théorie tactique était dominée par le concept de points stratégiques clés, c'est-à-dire des points précis des positions ennemis constituant des points décisifs, dont la prise entraînait inévitablement la chute des défenses dans les autres secteurs. En Russie, cette théorie persista jusqu'au début du XXe siècle. Saint-Privat, avec ses immeubles à plusieurs étages sur la colline et ses excellents champs de tir, était présenté comme un tel point stratégique clé. Or, les Français, face à la Garde, occupèrent non seulement Saint-Privat, mais tout le secteur de Roncourt à Amanviller, soit une distance d'environ 4 km. Aucune tentative ne fut faite pour diviser les secteurs entre les troupes d'attaque, si ce n'est l'établissement d'une ligne de démarcation – la route – entre la 1re division et la 4e brigade de la 2e division.

Le général Foch rencontra le 18 août le commandant du III^e corps d'armée, le général von Alvensleben, qui avait mené le 16 août un combat acharné près de Mars-la-Tour; le III^e corps avait réussi à bloquer la retraite des Français au prix de lourdes pertes. Alvensleben avertit le général Foch que « nous ne sous-estimons pas le feu des chasseurs et des mitrailleuses français. Il est impossible d'avancer comme nous l'avions enseigné dans nos manœuvres d'entraînement ; il faut plus de manœuvres, il est nécessaire de chercher et d'utiliser toutes les couvertures possibles sur le terrain ; il faut laisser à l'artillerie le temps de travailler longtemps et avec persistance. Les Français sont très sensibles à la menace sur leur flanc. » Cependant, le succès décisif à Saint-Marie-aux-Chênes fit oublier à Foch cette mise en garde.

La 1re division de la garde était disposée de la manière suivante : la 2e brigade (2e et 4e régiments d'infanterie et le régiment de fusiliers), qui participait à l'attaque, à Saint-Marie-aux-Chênes, se regroupait ainsi : le 2e régiment — à l'orée ouest du village ; le 1er régiment — à l'orée nord du village ; le régiment de fusiliers et le bataillon de chasseurs de la garde occupaient une position orientée vers l'est ; la 1re brigade se tenait en réserve au sud-ouest du village, face au nord-est ; ses régiments étaient alignés côté à côté, avec un bataillon en ligne à l'avant et deux bataillons derrière en colonnes semi-bataillons. Les unités étaient espacées de distances et d'intervalles très modestes. La colonne semi-bataillon du milieu était encore considérée comme la formation principale de combat. Le principe de la tactique de tir, selon lequel le combat devait être mené non en formation serrée mais en formation dispersée, n'avait pas encore été assimilé par la garde prussienne. Comme les balles françaises atteignaient la position des brigades, afin d'éviter des pertes inutiles, les soldats en réserve s'allongeaient par terre. Le général Pape décida d'avancer en priorité la 1re brigade, qui n'était pas encore entrée en combat, puis de conduire la 2e brigade ensuite sur la gauche. Le régiment de fusiliers et le bataillon de chasseurs — en tout 4 bataillons — restaient à Saint-Marie-aux-Chênes pour occuper solidement la position de départ ; c'était une précaution, placée au cas où l'opération échouerait.

Comme le village de Saint-Marie-aux-Chênes, avec ses rues étroites, était rempli de troupes, la 1re brigade devait, lors de son déploiement, le contourner. Le général Kessel, commandant la 14e brigade, résolut la question comme on le ferait lors d'exercices tactiques : à 5 heures 45, il fit avancer le dispositif de réserve de la brigade par l'épaule gauche vers l'est, pour contourner Saint-Marie-aux-Chênes par le sud ; les compagnies de tête envoyèrent une courte chaîne de tirailleurs (seulement 4 pelotons pour toute la brigade), car le dispositif de réserve était très dense, et il n'était pas possible d'écartier les intervalles avant le contournement sans gêner encore plus la manœuvre ; les tireurs, malgré la marche rapide, ne pouvaient prendre assez d'avancée ; le général Kessel donna trois fois l'ordre à la 12e compagnie du 3e régiment de « réduire la cadence », mais les balles ennemis fusaiet par salves, tout le monde accélérerait le pas et se pressait en masse, n'étant déjà plus en ordre parfait, directement derrière les tireurs. Après avoir traversé le village, le général Kessel ordonna à la compagnie de tête de changer de direction par un demi-tour à gauche, afin de passer au nord de la route, dans la zone qui lui était assignée ; les autres unités du dispositif

de réserve se redressèrent en courant dans la nouvelle direction ; le passage de la route, bordée d'arbres et comportant des fossés profonds, fut rendu difficile par le mouvement du dispositif lui-même ; en pratique, le demi-tour à gauche lors du passage de la route se transforma en mouvement à gauche, perpendiculaire à la route, en direction de Rancourt. Cette manœuvre du dispositif de réserve de la brigade aurait représenté, même en temps de paix, un véritable tour de main, un haut accomplissement de l'art du défilé ; mais maintenant il fallait l'exécuter sous un feu intense. La brigade traversait la route de flanc face à l'ennemi, dans des formations denses et compactes, à 850 m des chaînes avancées de l'ennemi, et à 1 650 m de Saint-Privat. Les pertes étaient lourdes ; le long de la route, le feu français faisait particulièrement rage. Les batteries françaises commençaient à regagner leurs positions ; mais les pertes majeures étaient causées par le feu rapide de fusils, extrêmement efficace, même à longue distance, sur des cibles massives. Le flanc droit de la brigade traversait la route en courant. Pour rétablir l'ordre et rediriger le mouvement vers Saint-Privat, le général Kessel fit arrêter la tête du dispositif de réserve dès qu'elle atteignit la dépression la plus proche, qui n'offrait pratiquement aucun abri ; cependant, les unités suivantes du dispositif de réserve s'efforçaient d'avancer pour aussi profiter de cette couverture trompeuse ; l'arrêt ne fit qu'augmenter l'entassement et le désordre. La brigade avait déjà avancé de 400 m au nord de la route. Le général Kessel avait réussi à tourner deux bataillons de tête de chaque régiment vers S.-Priva ; le reste des troupes, en évitant le feu de S.-Priva, continuait de se diriger vers Roncourt ; il est difficile de critiquer cette manœuvre, car, en organisant l'attaque, il est impossible de laisser un secteur du front ennemi non occupé près des troupes attaquantes — il pourrait attirer l'attention sur lui avec son feu. La 1ère brigade s'était scindée en deux parties. Le mouvement par bonds avait commencé. Les bonds étaient effectués à la fois par les chaînes et par certaines colonnes clairsemées qui ne s'étaient pas encore désorganisées ; après ces bonds, les soldats et les colonnes se jetaient à plat ventre sur le sol. Les tambours battaient, les clairons sonnaient, les officiers survivants, depuis le commandant de compagnie et au-dessus, restés à cheval, criaient : « en avant ! en avant ! »

Avec le soutien de l'artillerie saxonne, il a été possible de progresser jusqu'à une position de tir à 500 mètres des lignes françaises et d'ouvrir le feu. Cinq minutes plus tard, à la suite de la 1re brigade, le 2e régiment est parti. Sa mission était d'avancer en écartement sur le flanc gauche de la brigade. Bien sûr, il aurait été plus simple de faire avancer le 2e régiment, situé à l'ouest de Saint-Marie-au-Chêne, en contournant le village par le nord ; mais il s'est déplacé plus au sud, afin de rester en liaison avec la 1re brigade et former avec elle un ensemble tactique cohérent. Le 2e régiment a dû franchir la route dans des conditions encore plus difficiles que la 1re brigade. Le général Papin, s'étant rendu sur la route, a modifié la mission du 2e régiment et lui a ordonné de se déployer immédiatement après avoir traversé la route, afin de combler l'espace entre la route et la 1re brigade.

Au moment de l'ouverture du feu, les bataillons prussiens ne comptaient qu'un tiers de l'effectif qui avait été lancé à l'assaut ; une partie avait été tuée ou blessée, une autre s'était dispersée de ses bataillons. Malgré cela, derrière les lignes, les officiers reformaient énergiquement les colonnes dispersées, guidaient ces colonnes resserrées vers la ligne et les poussaient en avant, renforçaient son feu et densifiaient la ligne. À une distance de 500 m des Français, ils parvinrent à se rapprocher à 300 voire 200 m. L'infanterie française, vivement arrosée par l'artillerie saxonne, commença rapidement à céder lorsque le feu soutenu de l'infanterie à courte distance s'ajouta à l'artillerie. L'attaque de l'infanterie saxonne encerclant Roncourt commença à se dessiner. Les Français étaient à court de munitions ; en plusieurs endroits, le terrain permettait de tirer par étages, et la deuxième ligne française avait partiellement réussi à tirer ses cartouches sur la cible idéale : la garde prussienne. Les batteries expédiaient leurs derniers obus et se retiraient vers l'arrière. Les Français étaient loin de bénéficier de l'approvisionnement abondant en cartouches dont disposèrent sept ans plus tard les Turcs à Plevna. Les lignes avancées françaises commencèrent à reculer. Comme

Bazaine n'envoyait pas de renforts à Canrobert du corps de la garde française, Canrobert décida à 18 h 30 de se soustraire à l'encerclement saxon et de se replier vers Metz. La position française se resserrait pour ne devenir qu'un fort arrière-garde dans les environs immédiats de Saint-Privat.

Ainsi, presque sur les épaules des Français en retraite, les restes de la 1re brigade de la garde prussienne se sont précipités dans la position de tir abandonnée par les Français. Mais le feu français depuis les environs de Saint-Privat continuait. Sur la crête entre Saint-Privat et Roncourt, sont apparus deux escadrons français, qui avaient l'intention de couvrir la retraite de leur infanterie par une attaque ; interceptés par le feu, ils ont fait demi-tour et ont disparu. Mais leur apparition a profondément alarmé la garde prussienne : des cris de « cavalerie » se sont faits entendre ; les chaînes ont commencé à se replier en groupes, un bataillon s'est réorganisé en carré, comme ils l'avaient appris sur la place d'entraînement. Bien sûr, les formations denses et serrées souffraient énormément sous le feu des Français, et les officiers survivants ont eu beaucoup de mal à les disperser en ligne et à calmer les gardes prussiens. Une partie de l'infanterie prussienne a reculé. Déjà au début de la 19e heure, le général Kessels a ordonné à sa brigade de s'arrêter, estimant que ses forces, affaiblies par d'énormes pertes, n'étaient pas suffisantes pour attaquer Saint-Privat, et demandait du renfort.

À 18 h 30, le 4e régiment reçut l'ordre de se porter en soutien. Le commandant du corps veillait désormais à ce que le régiment ne passe pas au sud de Saint-Marie-aux-Chênes et ne traverse pas l'autoroute sur le flanc face à l'ennemi. Le régiment s'avança par une vallée profonde au nord de Saint-Marie-aux-Chênes, déboucha dans l'espace entre les deux parties scindées de la 1re brigade et commença calmement à se déployer vers l'est. L'artillerie française avait déjà disparu ; le régiment, afin d'éviter des pertes inutiles, commença à disperser à l'avance des compagnies entières en ligne, bien que le feu des fusils français faiblit. Le régiment se joignit prudemment au front de la 1re brigade et commença à avancer, mais vers 19 h, un ordre parvint du commandant du corps de garde de s'arrêter et d'attendre l'approche des Saxons. Faute d'outils de tranchée portatifs, les tranchées françaises n'étaient que tracées ; elles étaient principalement couvertes par des sacs à dos, des caisses de cartouches et des sacs de biscuit remplis de terre. De tous côtés, même du commandant de la 1re division de garde, arrivaient maintenant des conseils à l'unité combattante de ne pas se précipiter et de rester prudente. Pourtant, les conditions pour un développement énergique de l'attaque se présentaient favorablement. La 4e brigade de garde (2e division), avançant au sud de l'autoroute, avait pris le sommet des hauteurs et se positionnait face à Saint-Privé. L'artillerie de la garde au sud de l'autoroute avançait également ; 11 batteries de garde, à la demande du général Pape, pilonnaient Saint-Privé à une distance de 800 à 1 000 m ; leur feu était dirigé depuis les positions au sud de l'autoroute vers la partie sud de Saint-Privé ; l'artillerie de la garde commença à être renforcée par les batteries du Xe corps, qui s'intercalèrent dans tous les moindres interstices. À l'arrière, les divisions d'infanterie du Xe corps se rapprochaient. À gauche, 14 batteries saxonneuses utilisèrent des distances plus longues pour concentrer leur feu sur Saint-Privé. L'ordonnance du général Pape, envoyée pour demander une assistance de l'artillerie aux Saxons, atteignit leur flanc gauche, au nord de Roncourt, et détourna en même temps la moitié de l'unité combattante saxonne à l'aile extrême, non contiguë à la garde, pour aider la garde à Saint-Privat.

Vers 19 heures 30 : la situation pour l'assaut était mûre. La partie sud de Saint-Privé était presque abandonnée par ses propres mains derrière les boucliers. L'assaut commença à l'initiative des fusiliers de la chaîne - et des Guards origada, qui furent rejoints par le 2e régiment de la Garde au nord de l'autoroute. Du sud et de l'ouest, les gardes firent irruption dans le village, s'emparèrent des maisons de la partie sud presque sans résistance ; Certains d'entre eux ont traversé tout le village et se sont installés dans des maisons à l'extrémité est du village, ce qui montre de bonnes compétences tactiques. maîtrise de soi. Les Français tenaient les maisons sur la place centrale avec l'église et la partie nord, où il y avait deux

trésors puissants et plusieurs bâtiments massifs avec des jardins clôturés avec de fortes clôtures en pierre. Ici, l'assaut a duré environ une heure ; la première tentative du 4e régiment de la Garde et des restes de la 1re brigade de la Garde fut repoussée ; les gardes qui se précipitaient en arrière rencontrèrent 5 bataillons saxons en colonnes, qui n'avaient nulle part où retourner ; Il était impossible de développer le front à l'est, car la corniche française à l'extérieur du village tirait de l'est. Les bataillons saxons se précipitèrent, comme ils l'étaient, en abondance, à l'assaut, furent repoussés et sautèrent derrière les gardes. Tout est mélangé ; la fumée des tirs et des explosions d'obus et la poussière qu'ils soulevaient rendaient difficile de s'orienter complètement ; les Allemands formèrent plusieurs chaînes, qui se tirèrent une balle dans la nuque, et 14 batteries saxonnes frappèrent le tas d'assaillants et de défenseurs de Sainte-Prive. Pendant tout ce temps, les commandants survivants forçaient les clairons à jouer le signal « cessez-le-feu ». Ils ont réussi à calmer l'infanterie, mais l'artillerie a fait rage dans l'obscurité pendant près d'une heure. Profitant des trous faits par les obus ou des fissures élargies manuellement dans les clôtures, les Allemands ont commencé à tirer à travers les mêmes murs ; 25 Français, qui défendaient héroïquement le cimetière, furent fusillés de cette manière ; peu à peu, les Allemands commencèrent à s'infiltrer du nord à Sainte-Prive. Vers 20 heures 30, les abords du village et la place centrale ont été pris ; Des maisons individuelles se défendaient toujours, des coups de feu ont été entendus presque jusqu'au matin.

Dans le village en feu, s'étaient entassés plus de 22 bataillons mélangés de la manière la plus étrange ; il était difficile de s'y retrouver. Le général Pape ordonna au régiment de fusiliers de la garde (le cinquième régiment de la 1re division de la garde), qui n'avait pas participé à l'assaut, de prendre position à la périphérie est de Saint-Privat, et aux autres unités de quitter Saint-Privat en direction du sud par la route et de se déployer ici par régiments. Mais c'est précisément à ce moment que le Xe corps arriva ; près de Saint-Privat, plusieurs dizaines de batteries de la garde, de Saxe* et du Xe corps prenaient position et envoyoyaient leurs obus dans l'obscurité vers le sud-est, abandonnant les Français ; toute la nuit passa avant de réussir à rétablir complètement l'ordre.

La 1re division de la garde, sur les 12 bataillons qu'elle avait envoyés au combat près de Saint-Priva, a perdu 150 officiers, dont 61 tués, et 3 717 soldats, dont 1 115 tués. Ces pertes, à notre époque de renforts massifs envoyés au front, ne semblent pas extraordinaires, mais à l'époque, elles attirèrent l'attention générale ; les régiments de la garde étaient presque dépourvus d'officiers. En tenant compte de la brièveté relative du combat et du front étroit sur lequel il se déroula, nous devons reconnaître que ces pertes durent avoir un effet moral très fort sur les troupes. Malgré le succès final de l'attaque, il était évident que la conduite du combat n'était pas à la hauteur des exigences de la modernité. Après ce combat, le roi prussien signa un ordre dicté par Moltke, qui stipulait : « J'ai la plus grande reconnaissance pour les attaques courageuses de l'infanterie, pour laquelle aucune tâche n'a jamais semblé trop difficile, mais j'attends de la raison des officiers qu'à l'avenir ils parviennent à obtenir les mêmes succès avec moins de pertes grâce à une utilisation habile du terrain, à une préparation solide de l'offensive et à l'application de formations appropriées ».

Guillaume Ier s'accrochait fermement à son œuvre — le règlement de 1847 rédigé sous sa supervision et les formations compactes au combat qu'il avait prescrites ; ce règlement ne fut abrogé qu'après 18 ans, après la mort de son auteur. Une attaque sur Saint-Privat fut décisive pour l'éducation future de l'infanterie allemande : ce n'était pas la garde prussienne qui fut fusillée et tombée en morceaux devant Saint-Privat, mais les exigences du règlement, la tentative de reproduire sur le champ de bataille les images des places d'exercices, la manœuvre même sous un feu de fusil lointain en formations serrées, la conception de l'avancée de l'infanterie comme un mouvement d'attaque continu. À Saint-Privat est née l'idée de la lutte pour la supériorité de feu et la perception des arrêts forcés de l'infanterie lors de l'attaque a changé : ce phénomène a non seulement cessé d'être indésirable, mais l'avancée de

l'infanterie elle-même a commencé à être considérée comme un transfert du feu sur des distances de plus en plus décisives ; l'infanterie, lors de l'attaque, travaille efficacement lors des arrêts depuis des positions de tir, et son mouvement est seulement un moyen d'augmenter cette productivité, et non l'inverse. Deux mois plus tard, lors de la bataille de Le Bourget (pendant le siège de Paris, le 30 octobre), la brigade de la garde prussienne attaquait déjà sans exposer du tout aux tirs ennemis ses formations serrées : seuls des rangs clairsemés et espacés avançaient derrière les chaînes.

Dans l'armée russe, malheureusement, cette expérience des Prussiens n'a été ni comprise ni assimilée. Skobelev, lorsqu'après la guerre russo-turque, sur place, à Saint-Privat, Verdi du Vernua lui expliquait toutes les péripéties de l'offensive de la garde prussienne, la comparait à sa propre attaque contre les redoutes de Pleven et, au lieu de condamner ces deux exemples extraordinaires de tactique offensive, pleura sur le fait que les efforts de la garde prussienne avaient été couronnés par la prise finale de Saint-Privat, tandis qu'il lui avait fallu nettoyer les lunettes conquises et réduire ainsi à néant les efforts de ses propres troupes, déjà massées au-dessus du centre vital de la position turque. Il y avait des spécialistes militaires très respectés qui ont envié les Prussiens à Saint-Privat.

Cependant, en Prusse, il existait également un vaste groupe qui défendait les anciennes vues offensives et l'entraînement tactique (Schärf). En particulier, la supériorité de l'artillerie prussienne poussait la réflexion des tacticiens à ignorer le feu de l'infanterie et à limiter la préparation au feu de l'artillerie. Un tacticien réfléchi est prêt à chaque instant à transformer le fusil de l'infanterie en arme de baïonnette.

La garde prussienne a dû résoudre la tâche la plus difficile en matière de tactique : attaquer sur un terrain totalement découvert. Elle l'a abordée comme un exercice tactique de brigade. Notons quelques erreurs de notre point de vue moderne : résERVER à l'arrière une partie des troupes pour occuper une position où l'on pourrait accueillir les forces en retrait en cas d'échec ; désigner un seul point du groupe de hauts bâtiments de S.-Priva comme objectif pour l'attaque de toute la division ; il aurait fallu partager les secteurs d'attaque entre régiments et bataillons ; diriger dès le départ la 1re brigade vers l'« assaut » de S.-Priva, alors qu'elle devait encore accomplir beaucoup — se déployer, occuper une position de tir, obtenir la supériorité dans le feu des fusils, s'emparer des positions avancées, repousser les Français, et seulement ensuite penser à l'assaut de S.-Priva ; au combat sous le feu lointain, les régiments prussiens se déplaçaient obliquement vers la position française ; même à courte distance, des compagnies prussiennes essayaient à plusieurs reprises de manœuvrer en oblique pour occuper une position enveloppante, ce qui échouait cependant. Sur le terrain d'entraînement, les actions des hauts commandants de la garde auraient été considérées comme exemplaires, mais sous le feu, elles étaient inutiles.

Mais si l'entraînement tactique de la garde s'est avéré inutile, il faut accorder une grande importance à la discipline et à l'entraînement de chaque soldat individuellement ; seule la discipline de la garde lui permettait de surmonter les difficultés rencontrées, d'éviter la panique, d'engager le combat à l'arme à feu et de sortir finalement victorieuse, bien que passablement éprouvée.

D'un point de vue opérationnel, l'attaque de Saint-Privat était prématurée ; le retrait de Canrobert vers la forteresse de Metz aurait été atteint dans la soirée du 18 août sans aucune perte, par un simple mouvement de contournement des Saxons. Si les Français avaient prévu de tenir fermement, l'attaque contre Saint-Privat aurait pu causer de grands dégâts aux Allemands : en effet, elle obligea le large contournement des Saxons à se réduire à Roncourt, attira les Saxons vers Saint-Privat – sur le front français au lieu du flanc et de l'arrière français. Se trouvant en conditions de manœuvre à proximité de l'ennemi, il n'est cependant pas facile de faire preuve de la retenue nécessaire et de ne pas s'engager dans un combat décisif avant que l'encerclement imminent ou les actions de l'artillerie prévues facilitent l'offensive. Une

attaque malheureuse est presque toujours une attaque intempestive. Une évaluation erronée de l'efficacité de son artillerie a embrouillé plus d'un faible Auguste de Wurtemberg.

Opération de Sedan. Le 4 août, au 20^e jour de la mobilisation, les Allemands franchirent la frontière d'Alsace et infligèrent une défaite à la division avancée de Mac-Mahon près de Weissenburg. Au début d'août, près de Wörth, le groupe de Mac-Mahon subit une défaite, n'ayant pas eu le temps de se rassembler sur le champ de bataille (les corps de Mac-Mahon, de Frossard et de Douay) ; il se replierent par des marches forcées en utilisant les chemins de fer jusqu'au camp de Châlons. Le jour de la bataille de Wörth, les Allemands franchirent également la section lorraine de la frontière et repoussèrent le corps de Frossard près de Spicheren. La décision la plus raisonnable pour les Français aurait été de se replier vers Paris, ce qui aurait donné un gain de trois semaines pour la formation de nouvelles unités, aurait permis de combler toutes les unités jusqu'à leur effectif complet, aurait obligé les Allemands à affaiblir leurs forces en détachant des garnisons pour les forteresses et aurait permis de reprendre la lutte au début de septembre près de Paris dans des conditions favorables. Ainsi, en 1914, les Français, après avoir commencé leur retraite après la bataille de la frontière et nettoyé le nord de la France, purent entrer deux semaines plus tard dans une opération sur la Marne dans des conditions avantageuses ; mais cela n'a été possible que grâce à la solidité significative de l'organisation étatique de la république bourgeoise. En 1870, une manœuvre de retraite des armées françaises aurait immédiatement provoqué une révolution à Paris et la chute du Second Empire ; la politique n'osait pas admettre aux larges masses françaises le désaccord entre les forces des armées françaises et allemandes, et devait prolonger autant que possible la lutte dans la zone frontalière. Napoléon III remit le commandement des 5 corps du groupe français de Metz au maréchal Bazaine et partit pour Châlons. Bazaine prévoyait de reculer lentement à travers Metz jusqu'à Verdun. Moltke, disposant d'une supériorité numérique sur les 170 000 hommes de Bazaine, décida de contourner la forte forteresse de Metz par le sud pour mettre en œuvre l'idée principale de l'opération — repousser les Français vers la frontière belge. Les 1^{re} et 2^e armées allemandes, lors des combats des 14, 16 et 18 août, repoussèrent l'armée de Bazaine vers les forts de Metz et l'entourèrent. Pour le blocus des 130 000 hommes de Bazaine à Metz, Moltke laissa le prince Frédéric-Charles avec 200 000 hommes, représentant la masse principale des 1^{re} et 2^e armées allemandes, sans trois corps (XII, garde, IV) et quatre divisions de cavalerie, qui furent affectés à l'« Armée de la Meuse » sous le commandement du prince héritier de Saxe ; cette armée, avec la 3^e armée composée de 5½ corps (V, VI, XI, I bavarois, II bavarois, division de Wurtemberg) et 2 divisions de cavalerie, continua l'avance sur Paris. L'objectif initial était l'armée formée par Mac-Mahon dans le camp de Châlons. Conformément à l'idée générale de repousser les Français vers le nord, à la frontière belge, Moltke dirigeait l'aile droite vers Châlons, et l'aile gauche beaucoup plus au sud, avançant celle-ci par un mouvement de contour. L'encerclement tactique souhaitable était déjà préparé par l'organisation de la marche. Le soir du 25 août, le front des corps allemands en avance s'étendait de Dompaire à Vitry (63 km).

Contre la masse d'attaque de 8 corps d'U2 et 6 divisions de cavalerie, Mac-Mahon disposait de 4 corps (I, V, VII, XII) et de 2 divisions de cavalerie de réserve, dont 3 de ces corps étaient déjà sous la pression de la défaite à Wörth. À la fin du mois d'août, les forces de Mac-Mahon pouvaient être renforcées par un cinquième corps (XIII), qui terminait sa formation. Ce déséquilibre des forces obligea Mac-Mahon à se replier le 21 août vers Reims ; le 23 août, il pensait poursuivre le repli vers Paris afin de compliquer les opérations allemandes sous cette forteresse géante. Le gouvernement du Second Empire, d'une stabilité politique extrêmement faible, considérait l'apparition de l'ennemi devant la capitale comme une reconnaissance de sa propre impuissance militaire et craignait un mouvement révolutionnaire. Il insistait donc pour que l'armée de Mac-Mahon avance en direction de l'est. Il réussit à surmonter la résistance de Mac-Mahon grâce au télégramme de Bazaine du 19 août, transmis par des voies indirectes, qui

indiquait que ce dernier n'avait pas perdu l'espoir de percer vers le nord en direction de Montmédy et de là vers Châlons ou Mézières. Pour tendre la main à Bazaine, Mac-Mahon accepta, le 23 août, de se déplacer non vers Paris, mais en direction opposée, vers la rivière Meuse. Le 25 août, l'armée de Châlons atteignit la rivière Aisne, entre Rethel et Vouziers.

Le 26 août, l'aile droite de Mac-Mahon (VIIe corps) se trouvait en contact avec la cavalerie allemande. Le VIIe corps s'était positionné et attendait l'attaque allemande. Mac-Mahon avait rapproché de lui les forces principales. Chaque pas vers l'est rendait la position de l'armée de Châlons plus menaçante, c'est pourquoi il lui était avantageux d'accélérer autant que possible le moment de l'affrontement avec les Allemands, de remplir l'objectif politique requis en tentant de secourir Bazeilles, puis de se replier. Opération de Sedan. Situation dans la nuit du 26 août 1870. Retraite possible. Mais comme les Allemands n'attaquèrent pas non plus le 27 août, Mac-Mahon décida de commencer le retrait vers Paris sans combattre. Quand les troupes avaient déjà entamé leur marche de recul, le ministre de la Guerre, le comte Palikao, s'informa et télégraphia à Mac-Mahon : « Si vous laissez Bazeilles à son sort, il se produira immédiatement une révolution à Paris... Il est impératif que vous rejoigniez Bazeilles au plus vite. » Le conseil des ministres ajouta un ordre catégorique : se hâter de porter secours à Bazeilles. Mac-Mahon obéit aux stratégies irresponsables ; le 28 août, les colonnes tournèrent complètement vers l'ouest, et l'armée de Châlons, sans réfléchir, se dirigea vers les passages sur la Meuse à Mouzon et Sedan.

Pendant que l'armée de Châlons restait deux jours bloquée à l'extrême nord de la forêt d'Argonne, les armées allemandes ont radicalement modifié leur regroupement.

Le 25 août, Moltke reçut via Londres, d'un agent fiable à Paris, un télégramme : « Mac-Mahon cherche à se réunir avec Bazaine ». Les lettres et journaux interceptés par la poste, ainsi que le bouche-à-oreille, confirmaient cette information. Étant donné que la manœuvre de Mac-Mahon était un geste politique destiné à restaurer la confiance de la population parisienne dans la puissance de la France dirigée par les hommes du Second Empire, la formation et le mouvement de l'armée de Châlons n'étaient pas seulement révélés dans la presse, mais largement médiatisés. Tous les regards des Français, tournés vers l'offensive de Mac-Mahon, liaient finalement celui-ci à cette opération. L'armée de Châlons était une victime sacrifiée pour une tâche politique inatteignable : sauver un régime politique pourri et sur le point de s'effondrer.

Le 25 août, Moltke supposait que le mouvement de Mac-Mahon, ayant le caractère d'une percée entre la frontière belge et le flanc droit des armées allemandes, serait rapide. Comme la distance de l'armée de Châlons jusqu'à la rivière Meuse était la même que celle du XIIe corps saxon le plus proche de sa route, Moltke pensa que les Allemands ne pourraient pas attaquer l'armée de Châlons sur la rive gauche de la Meuse avec des forces suffisamment concentrées, et décida donc de lui barrer la route sur la rive droite de la Meuse, à Damvillers. Moltke comptait rassembler en trois jours une masse de 7 corps d'armée (3 corps de l'armée du prince héritier de Saxe, 2 corps bavarois de la 3e armée, 2 corps parmi les forces bloquant Metz). La direction de la marche des deux armées pour le 26 août fut modifiée à 135°. Les armées, tournées vers le nord-est, se trouvèrent immédiatement disposées en une colonne serrée. Jusqu'à 30 corps défilaient sur une seule route. Pour réduire la profondeur des colonnes de marche des corps à 15 km, il fallut abandonner tout le matériel de transport, sauf les convois de première catégorie. Et le terrain dans la région d'Argonne et des Ardennes était très pauvre, peu peuplé, et les troupes allemandes durent souffrir de faim.

Les rapports de la cavalerie du 26 août indiquaient que l'armée de Châlons ne se précipitait pas vers l'est. C'est pourquoi le 27 août, Moltke considérait déjà possible d'intercepter l'armée de Châlons lors de sa marche de flanc avant même sa traversée de la Meuse et modifia en conséquence la direction de la marche du nord-est vers le nord. La masse principale de l'armée allemande avançait sur un front de 30 kilomètres à travers une bande boisée et vallonnée, entre les rivières Meuse et Aube, tandis que le XIIe corps principal

interceptait le passage de la Meuse à Stenay. Cette marche des Allemands vers le nord se poursuivit également le 28 août.

Ce jour-là, après s'être assuré que le passage de la Meuse à Stenay était occupé par les Allemands, Mac-Mahon décida de détourner le mouvement de l'armée de Châlons vers un petit passage plus au nord, afin de franchir la Meuse sur le secteur de Mouzon—Remilly. Les 29 août au 1er août, la tête de l'armée de Châlons (XII^e corps) commença à traverser la Meuse. Le flanc droit de la marche de l'armée de Châlons, dont le 4^e corps était groupé par paires en deux colonnes, n'était pas couvert par la cavalerie française. Les deux divisions de cavalerie de réserve, qui étaient chez les Français encore un organe tactique et non opérationnel, se déplaçaient dans la colonne de gauche appropriée pour la réserve. Les reconnaissances de la cavalerie allemande embêtaient les mouvements du Ve corps français ; les ordres adressés à ce dernier étaient interceptés ; cherchant à éviter le combat, le corps était souvent obligé de changer de route, et les ordres arrivés en retard le forçaient à faire des détours. Ce n'est que le soir du 29 août que le corps réalisa qu'il devait se diriger non pas vers Stenay, comme indiqué auparavant, mais vers Mouzon, tourna vers le nord et le matin du 30 août, après une marche nocturne épuisante, se reposa à Beaumont.

Les mouvements des corps de la colonne droite française ont suscité chez Moltke des doutes : Mac-Mahon avait-il abandonné sa mission et ne se dirigeait-il pas vers le nord-ouest ? Cependant, il conserva sa direction précédente. Le 29 août, l'armée de la Meuse effectuait un petit mouvement et devait éviter de s'opposer à de grandes forces ennemis afin de laisser le temps aux corps de la 3^e armée de se rapprocher. Le 30 août, une attaque concentrée devait être lancée contre l'armée de Mac-Mahon.

Le 30 août, l'armée de MacMahon traversait la Meuse : le VII^e corps suivait le I^{er} jusqu'à Remilly ; le Ve corps, qui devait sortir de Beaumont dans l'après-midi, devait traverser au niveau de Mouzon, où le XII^e corps se trouvait déjà sur la rive droite de la Meuse. Mais Moltke supposait que l'ennemi, rencontré un retard sur la Meuse et avec la menace planant sur le flanc de sa marche, s'était arrêté et s'était retourné vers le sud approximativement sur le front Lé-Chênes—Bonnay. Ce front, pour l'attaque, était divisé par la route Buzancy—Rocourt en deux parties ; vers l'est se dirigeaient 5 corps — l'armée de la Meuse, renforcée par les deux corps bavarois, et vers l'ouest — les autres corps du 3^e armée, sur le flanc gauche de laquelle se regroupaient, en partie en arrière les uns des autres, 3 divisions de cavalerie.

L'attaque de la 3^e armée a été vaine ; seule sa colonne de droite (Ve corps) est tombée sur l'arrière-garde du VII^e corps français, qui a rapidement disparu vers le nord, ce qui a obligé l'armée à se replier un peu vers l'est. Le prince héritier de Saxe, disposant de 150 000 soldats, a décidé d'attaquer le secteur qui lui avait été confié — 6 km de front — apparemment peu occupé, sans enveloppement ni contournement, car cela aurait nécessité de détacher des forces sur l'autre rive de la Meuse, et toute répartition des forces, selon les idées de l'ancienne école, devait être évitée. En première ligne, trois corps ont été engagés, avec deux autres corps en réserve derrière eux. Comme Beaumont constitue le nœud vers lequel convergent toutes les routes de la forêt de Dieule, située à 2 km, le prince héritier de Saxe a dirigé ses trois corps de tête vers les cinq routes menant à Beaumont.

La bataille de Beaumont se caractérise par une attaque soudaine des « batteries de bivouac V » de l'avant-garde prussienne, l'essai d'une avancée individuelle, puis son retrait avec combat jusqu'à Mouzon (9 km), où il traversa la rive droite de la Meuse, subissant des pertes dans sa queue de colonne. La situation des masses prussiennes lors de la poursuite du Ve corps était très difficile : il n'y avait pas de place pour manœuvrer, les colonnes prussiennes descendaient des hauteurs dans la vallée même de la rivière et se retrouvaient sous le feu des unités du XII^e corps français positionnées sur la rive droite ; les mitrailleuses françaises opérèrent avec succès.

La supériorité écrasante des forces prussiennes n'a pas pu être exploitée ; le front étroit des Prussiens était même contourné par les Français ; les pertes prussiennes en tués et

blessés étaient presque deux fois supérieures à celles des Français (3 000 contre 1 800) ; en effet, les Français, en traversant la Meuse, ont laissé derrière eux « 3 000 prisonniers ».

Le 30 août n'apporta pas à Moltke la décision qu'il espérait ; la situation opérationnelle semblait plutôt s'améliorer en faveur des Français. L'idée désastreuse de se frayer un chemin jusqu'à Metz fut abandonnée. Le 31 août, l'armée de Châlons se rassembla dans les environs immédiats de Sedan. Le XIII^e corps fut transféré par chemin de fer et se concentra à Mézières. L'armée de la Meuse, à Beaumont et Mouzon, passa sur la rive droite de la Meuse et se déploya entre cette rivière et la frontière belge ; la 3^e armée se rapprocha de la Meuse sur le tronçon Flize—Revin, les passages de Bazelle et Donchery, contrairement aux ordres de Mac-Mahon, restant intacts. Un retrait rapide et énergique par la seule route Sedan—Mézières, avec le mouvement des unités en colonnes contournant le goulet de Saint-Menge, commencé dans la nuit du 1er septembre, aurait encore pu sauver l'armée de Mac-Mahon. La demande de l'opinion publique—secourir Bazeilles—aurait pu être satisfaite par un rapport approprié sur la bataille de Beaumont ; on aurait pu exagérer la supériorité numérique des Allemands dans cette bataille, ce qui aurait annulé les efforts héroïques de l'armée de Châlons pour porter secours à Bazeilles. Cependant, la bataille de Beaumont ne fut pas utilisée pour trouver une issue à l'impasse politique : Napoléon III, présent auprès de l'armée, ne se préoccupait que de cacher à la France la défaite d'un corps supplémentaire, et télégraphia sur cette bataille comme d'un engagement insignifiant. Dans un climat général d'apathie et de désorganisation, Mac-Mahon décida de tenter un dernier atout avant que l'armée de Châlons ne se retire de Bazeilles : un nouvel affrontement à grande échelle devait avoir lieu, dans lequel les Allemands devraient permettre à Mac-Mahon de trouver des arguments suffisamment convaincants pour les politiques parisiens afin de faire modifier les objectifs de l'armée de Châlons. Mac-Mahon, agissant contre Moltke, devait mener en même temps une lutte politique contre Paris.

Mac-Mahon a décidé de livrer bataille dans un étroit corridor de terrain entre la Meuse et la frontière belge. De Bazeilles à la frontière belge, il n'y a que 13 km, mais la forêt ardennaise, difficilement praticable, réduit la zone commode pour les manœuvres à une largeur de 8 km. Ici, derrière le ruisseau Chivonne, de Bazeilles au village de Chivonne, les XII^e et I^{re} corps formaient le front. Derrière eux, le V^e corps était en réserve ; le VII^e corps, qui aurait dû former l'avant-garde en cas de retrait ultérieur, bivouaquait sur le front au nord de la forêt de Charleville jusqu'au village de Floing. La présence du XIII^e corps à Mézières a conduit Mac-Mahon à ne plus se soucier de la sécurité de son arrière. Le défilé de Saint-Menges et le passage à Donchery n'étaient non seulement pas occupés, mais n'étaient même pas surveillés. La disposition générale de l'armée française ressemblait à un triangle, dont la base était la Meuse, avec la petite forteresse de Sedan installée dessus. La possibilité d'utiliser les réserves de cette forteresse pour nourrir et approvisionner ses troupes affamées après huit jours de marche constituait la principale tentation pour s'attarder à Sedan.

Pour corriger les erreurs commises sous Bommen, Moltke ordonna déjà le 31 août de poursuivre l'offensive, l'attaque devant englober les deux flancs de l'ennemi. L'armée de la Meuse (3 corps) avait pour mission plus passive : empêcher l'avancée des Français sur la rive droite de la Meuse et agir contre le flanc gauche des Français. La 3^e armée (4 et demi corps) se dirigeait vers le front et contre le flanc droit de Mac-Mahon. Un corps (VI^e) était laissé pour garder les communications à Attigny. Ces dispositions restèrent en vigueur le lendemain.

Le 1er septembre, l'armée de la Meuse prévoyait, comme les Français, de faire une pause dans la journée. L'initiative de manœuvre a été prise par la 3^e armée. Depuis les hauteurs de la rive sud de la Meuse, les bivouacs français dans la région de Sedan étaient clairement visibles. L'état-major de la 3^e armée estimait que dans la nuit du 1er septembre, Mac-Mahon reprendrait nécessairement sa retraite vers Mézières. Pour l'empêcher de s'échapper, les 2 corps (V^e et XI^e) devaient traverser la Meuse à Donchery par les ponts fixes et flottants et l'attaquer en marche. La division de Wurtemberg traversait la Meuse à quelques kilomètres plus loin et devait prendre des mesures contre toute tentative du XIII^e corps.

venant de Mézières pour secourir l'armée isolée de Mac-Mahon. Le 41e corps bavarois observait la Meuse au sud de Sedan. Comme il était prévisible que les V^e et XI^e corps se trouvent en difficulté lors de l'attaque des hauteurs au nord de Donchery, il semblait souhaitable que la retraite supposée de l'armée de Châlons ne se fasse pas dans des conditions calmes, mais que son arrière-garde subisse une pression maximale qui immobiliserait une partie des forces de Mac-Mahon dans les environs de Sedan. À cette fin, le Ier corps bavarois devait traverser la Meuse à 3 heures du matin par les ponts flottants installés entre Remilly et Bazeilles (le pont ferroviaire n'a pas non plus pu être détruit par les Français) et attaquer l'arrière-garde française à Bazeilles. Le commandement de la 3^e armée a adressé une demande à l'armée de la Meuse de soutenir le Ier corps bavarois par une offensive sur la rive droite de la Meuse pour retenir les arrière-gardes françaises.

La bataille de Sedan du 1er septembre a eu un caractère catastrophique. Encore dans l'obscurité, les Bavarois se sont précipités à Bazeilles, mais ont rencontré une résistance acharnée. Ce n'est qu'après un long moment, vers 6 heures du matin, que les avant-gardes de l'armée de la Meuse, qui avançait sur un front de 5 km, ont commencé à arriver, y compris dans le secteur où le Ier corps bavarois menait déjà le combat et où le II^e corps bavarois avait envoyé deux brigades en renfort. Le front des quatre unités et demie des corps allemands était plus court que celui de deux corps français, et un succès rapide n'était pas à espérer ici. Au début de la bataille, le général Mac-Mahon a été blessé et a remis le commandement au général Ducrot, qui souhaitait se replier rapidement vers Mézières et a donné l'ordre de dégager le front le long du ruisseau de la Chivonne. Le général Vimphen, qui venait tout juste de rejoindre l'armée après la bataille de Beaumont et avait remplacé le commandant du Ve corps, possédait des pouvoirs secrets du ministre de la guerre — en cas de départ de Mac-Mahon, il prenait le commandement de l'armée. Ducrot lui céda immédiatement le commandement. Vimphen disposait d'informations laissant supposer que la route vers Mézières était coupée par des masses de Prussiens ayant traversé la Meuse à Donchery et ne voyait de salut que dans la percée vers l'est par la rive droite de la Meuse ; les attaques qu'il entreprit contre le front dense du prince héritier de Saxe restèrent sans résultat.

Entre-temps, les XI^e et V^e corps prussiens, avançant depuis Donchery, ont réussi à atteindre librement les hauteurs et ont atteint la route Sedan—Mézier. La première tâche avait été accomplie : l'armée de Châlons n'avait plus de voies de retraite vers la France. Pour la 3^e armée, un nouveau défi se présentait : ne pas permettre à l'armée de Châlons de se rendre en Belgique et d'y déposer les armes, mais de la capturer entièrement. Dans ce but, il fallait se diriger vers le nord et se connecter avec l'armée de la Meuse afin de créer un encerclement. L'armée de la Meuse elle-même, disposant d'un excédent de forces sur le front, tentait de s'étendre à droite pour encercler l'ennemi, mais cela ne put être réalisé que par les unités de cavalerie, le redéploiement de l'infanterie le long du front s'avérant trop difficile.

Le XI^e corps prussien a traversé sans encombre le défilé de Saint-Menge et a commencé à se déployer contre le secteur Fluën—Iilly ; il a été renforcé par le Ve corps. Un combat acharné s'est engagé avec le VII^e corps français. Au moment où le flanc gauche du VII^e corps faiblissait, la division de cavalerie de réserve de Marguerite a été lancée à l'attaque de l'infanterie allemande. Marguerite, qui a été tué à ce moment, a été remplacé par le général Galliffé. Les brillantes secondes attaques de la cavalerie française ont pénétré de deux kilomètres au-delà de la ligne du front allemand ; des cavaliers isolés atteignaient le défilé de Saint-Menge ; plusieurs compagnies allemandes ont été touchées, plusieurs canons allemands sont tombés temporairement entre les mains des cavaliers français ; mais le feu des fusils allemands, frappant de toutes parts à travers les crevasses, les buissons et les maisons sur le champ de bataille, a forcé les restes de la cavalerie à battre en retraite.

La prise de la hauteur au sud d'Iilly par le flanc gauche de la 3^e armée et son attaque conjointe avec le flanc droit de l'armée de la Meuse (corps de la garde) sur la forêt de Garen marque la fin de la bataille de Sedan. Napoléon III, déjà à 13 heures, refusa de participer

personnellement aux tentatives de Wimpffen de percer en direction de Bazeilles, les jugeant sans espoir, et posa la question de sa capitulation. Lorsque l'insistance de l'empereur fut connue des troupes, Wimpffen fut obligé d'arrêter ses efforts. Des négociations commencèrent, et se conclurent par la capitulation signée le matin du 2 septembre. 104 000 soldats, 549 canons, des convois, des hôpitaux et 14 000 blessés passèrent sous le contrôle du vainqueur. L'empereur Napoléon III se rendit séparément de l'armée.

L'opération de Sedan témoigne de la situation extrêmement difficile dans laquelle le commandement doit agir en temps de guerre. Le succès des Allemands s'explique avant tout par le fait que Mac-Mahon semblait jouer à la défensive ; dans le même temps, l'honnêteté de Mac-Mahon et l'absence du moindre élément de trahison ne sont aucunement mises en doute. La mauvaise politique du Second Empire ne pouvait être que le point de départ d'une stratégie encore pire. Sedan n'était pas seulement la capture de l'armée de Châlons, mais la défaite générale du Second Empire — la politique et la stratégie y étaient clairement liées.

En conséquence, l'opération de Sedan est l'idéal de la stratégie de Moltke — une pince pour serrer l'ennemi de deux côtés, facilitée par l'obstacle de la Meuse et la frontière belge, et se transformant en encerclement. De telles protections de flanc, comme la frontière d'un État neutre ou un grand fleuve, peuvent facilement devenir fatales pour le côté le plus faible. Il convient toutefois de noter que Moltke a reçu à Sedan plus de louanges qu'il ne le méritait réellement pour cette opération. À la marche de MacMahon, il aurait fallu répondre dès le départ en formant deux groupes — l'armée de la Meuse, qui l'aurait retenu sur le front, et la 3^e armée, qui l'aurait coupé de Paris et l'aurait harcelé par derrière.

Dans la concentration de toutes les forces d'abord vers le nord-est, puis sur un front étroit vers le nord, on voit chez Moltke comme une trahison de ses propres idées. La veille de la bataille de Beaumont, le 29 août, le groupement de Sedan aurait déjà dû se réaliser. Moltke avait confié trop de choses à la discrétion des états-majors des armées. Le prince héritier de Saxe à Beaumont ne fut pas à la hauteur de la tâche ; le chef d'état-major de la 3^e armée, Blumenthal, se révéla dans la bataille de Sedan un exécuteur inspiré des idées longuement développées par Moltke à l'état-major général.

Même avec une supériorité numérique double, face à un ennemi déjà battu, même avec un commandement aussi insensé que celui de l'ennemi, l'état-major allemand devait résoudre des tâches extrêmement difficiles et complexes. Il faut une absence totale de dépression morale pour affaiblir la cohésion des masses, se disperser afin de porter un double coup à l'ennemi — c'est un tel exploit que Moltke, se trouvant à la limite de l'épuisement entre le 25 et le 29 août, n'était pas en mesure d'accomplir. En ces jours, il était gouverné par une prudence excessive, un désir trop grand d'éviter le risque ; il avait déjà été éprouvé à Metz, et en raison de cette prudence : la prise — l'armée de Châlons — pouvait facilement échapper au piège dans lequel elle s'avancait elle-même, et les troupes prussiennes étaient contraintes à des marches forcées, sans convois, en colonnes où s'entassaient plus de trois corps les uns derrière les autres.

En ce qui concerne la bataille de Sedan elle-même, dans la position rapprochée de l'armée française sur les rives de la Meuse, avec ses fronts orientés dans des directions différentes, il y a une certaine analogie avec la position de l'armée de Napoléon Ier dans la bataille de Wagram sur les rives du Danube. Cette analogie aurait été plus complète si, comme l'a fait remarquer l'archiduc Charles, l'archiduc Jean s'était approché avec un corps de 20 000 hommes du sud-est, et si Napoléon avait dû opérer dans le même état d'encerclement tactique que Mac-Mahon à Sedan. Bernadotte, à la veille de Wagram, exprima haut et fort ses craintes que les efforts de Napoléon Ier pour agir si massivement, en transportant toute l'armée à travers le Danube à un moment donné, puissent conduire au désastre. Cependant, si la position enveloppante des Autrichiens créa d'importants désagréments tactiques pour Napoléon Ier à Vagran, puis à Sedan, 61 ans plus tard, avec la triple portée des tirs d'artillerie, les combats dans des conditions d'encerclement s'avérèrent totalement impossibles pour les

Français - leur front fut traversé de trois côtés. Nous devons imaginer les difficultés incomparablement plus grandes que de mener à bien la manœuvre de Sedan des armées allemandes avec l'armement de 1809, nous devons imaginer le cruel danger de vaincre des groupes individuels de troupes allemandes pièce par pièce avec leur approche concentrique cohérente du champ de bataille ; Il faut imaginer que la puissante poussée de la cavalerie de Marguerite-Gallifé pouvait conduire à de grandes conséquences, peut-être même à la rupture de l'anneau, avec les armes imparfaites du début du XIXe siècle, et dans les conditions de la guerre de 1870 ce n'était qu'un sacrifice héroïque, une tentative désespérée exigée par l'honneur d'une armée sur laquelle le désastre avait éclaté avant de capituler.

Ni Königgrätz ni Sedan ne donnent une idée complète de toute la puissance de la pensée stratégique de Moltke : sur le champ de bataille, il n'agissait pas en maître, mais en chef d'école, et déléguait le principal fardeau du travail à ses assistants, à ses élèves. L'opération est le fruit d'une création collective. Cette concentration de la pensée opérationnelle et tactique, cette subordination de tous les assistants et des événements à sa volonté, comparable à celle de Napoléon, n'est pas observée chez Moltke. Le collectif de l'état-major général, dirigé par Moltke, travaillait sans aucun doute avec plus de frictions et de divergences que la pensée créatrice unifiée de Napoléon. Cependant, la décentralisation du travail opérationnel et tactique, le travail collectif, est le signe de l'époque la plus récente de l'art militaire.

Deuxième partie de la guerre. Situation politique. Ayant commencé les hostilités le 20e jour de la mobilisation, au 49e jour les Prussiens mirent fin à toutes les forces armées de la Deuxième Empire : la meilleure armée de Bazaine fut bloquée à Metz, l'armée de Mac-Mahon et Napoléon III lui-même capitulèrent à Sedan : la France ne disposait presque plus de forces régulières solidement organisées. Le 4 septembre à Paris, à la réception de la nouvelle de la catastrophe de Sedan, une révolution éclata ; la régente-impératrice Eugénie s'enfuit en Angleterre ; à Paris, cependant, les éléments de gauche de la bourgeoisie réussirent à conserver le pouvoir. Un gouvernement de défense nationale fut formé.

Le roi de Prusse, au début de l'invasion de la France, avait publié un manifeste dans lequel il déclarait qu'il ne combattait pas la France, mais le régime du Second Empire. Maintenant, avec la chute du Second Empire, il semblait qu'il n'y avait plus personne contre qui se battre. Cependant, la clique militaire en Prusse, en 1870, s'était consolidée bien plus solidement qu'en 1866, avait relevé la tête plus haut, exigeait l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine ainsi qu'une lourde contribution. Bismarck comprenait que le détachement de ces deux provinces de la France pour des dizaines d'années créerait une situation tendue à la frontière franco-allemande et lierait en grande partie la liberté de l'Allemagne. Mais il était impuissant à atténuer les exigences des généraux victorieux ; ceux-ci réclamaient d'autant plus fort Metz et Strasbourg, estimant que les actions militaires sérieuses étaient terminées et qu'il ne restait plus qu'à faire une courte promenade à Paris.

La tâche difficile de Bismarck — contraindre la France à accepter une paix aux conditions sévères — était facilitée, premièrement, par une stricte neutralité observée par tous les États européens, effrayés par les victoires des Allemands, et, deuxièmement, par la lutte politique interne en France. Les éléments révolutionnaires français et, surtout, les ouvriers parisiens s'opposaient vigoureusement à toute tentative de conclure une paix impliquant des concessions territoriales françaises ; la poursuite de la guerre était liée à l'approfondissement de la révolution, à un bouleversement social ; la conclusion de la paix devait représenter une réaction, un transfert du pouvoir à la bourgeoisie conservatrice, le désarmement des ouvriers parisiens, qui détenaient alors les armes et formaient la majorité dans plusieurs bataillons de la garde nationale de Paris. Le patriotisme bourgeois était mis à rude épreuve. Les ouvriers révolutionnaires étaient, pour le moment, soutenus par le gouvernement bourgeois de gauche, au pouvoir sous le mot d'ordre « pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses ». La majorité de la bourgeoisie était contre la

continuation de la guerre, en laquelle elle ne croyait pas ; la bourgeoisie supportait les frais de la guerre et alimentait par ce fait la puissance de la révolution ; mais la révolution, alliée aux slogans patriotiques, représentait une telle force que cette majorité, soutenue également par les paysans aisés, était temporairement forcée de se taire et de rester en retrait. La nouvelle de l'arrivée à Paris du représentant du courant bourgeois conservateur, Thiers, favorable à la paix, coïncidant avec la nouvelle de la capitulation de Metz, provoqua le 31 octobre 1870 un mouvement énergique des ouvriers ; un bataillon de la garde nationale de Flourens prit d'assaut l'hôtel de ville de Paris avec le gouvernement qui s'y trouvait et commença à former un gouvernement de la Commune ; il fut finalement difficile de les en déloger. Enfin, le quatrième courant était représenté par les bonapartistes ; ils avaient perdu toute influence dans le pays, mais de leur côté se tenait la partie des prisonniers assiégés à Metz, avec Bazaine. Bazaine n'a pas reconnu la révolution parisienne et est resté fidèle à l'empire disparu. Les bonapartistes proposaient à Bismarck de faire la paix avec eux ; ils suggéraient de confier la tâche de lutte contre la France révolutionnaire à l'armée de Bazaine ; cette dernière, accompagnée d'une partie des troupes capturées à Sedan, aurait pu rétablir l'empire en France. La transaction n'a pas eu lieu : Napoléon III ne pouvait accepter de céder la Lorraine et l'Alsace, ce qui aurait privé sa dynastie de tout point d'appui en France, et Bismarck ne croyait guère que l'armée de Bazaine combattrait pour l'empereur contre la France révolutionnaire, craignant que si elle était libérée, elle se joigne à la révolution. Mais cette idée a permis à Bismarck de neutraliser Bazaine à Metz par des négociations jusqu'au 27 octobre, lorsque l'armée de Bazaine a consommé sa dernière miche à Metz et a dû se rendre. Ainsi, Bismarck a fait économiser à l'armée prussienne les pertes qui auraient été inévitables si Bazaine avait agi activement et si ses excellentes troupes avaient tenté de percer depuis Metz. Quant à Bazaine, jusqu'à la dernière minute, il pensait que son armée serait libérée de Metz avec les armes à la main, sous condition de sa neutralité jusqu'à la fin de la guerre ; il la gardait pour, dès que les canons prussiens se tairaient, devenir le maître de la France ; il ne croyait pas à la force de la révolution et comptait sur la chute rapide de Paris et la conclusion de la paix, tandis que Metz tiendrait encore. C'est là qu'était son crime, et non dans la trahison pour laquelle il fut ensuite condamné.

Forces armées de la république. L'importance énorme de Paris a contraint le gouvernement de la défense nationale à concentrer pour la défense de Paris toutes les forces encore disponibles en France. Le noyau de la garnison était constitué par le XIII^e corps, qui n'avait pas pu arriver à temps pour la catastrophe de Sedan et qui s'était échappé de Mézières, et le XIV^e corps, qui achevait sa formation. Le XIII^e corps comprenait 2 régiments d'infanterie cadres ; pour le reste, les XIII^e et XIV^e corps étaient composés de troupes en marche, des commandements de renforts propriétaires dits, et des réserves qui n'avaient pas rejoint leurs unités lors de la mobilisation. Au début, ces jeunes corps n'étaient pas très capables au combat ; ils se renforçaient et se soudèrent seulement progressivement.

La partie la plus stable de la garnison était composée de 14 000 marins militaires, qui, avec 200 canons lourds, avaient été affectés par la flotte pour la défense de Paris. Les marins étaient répartis dans les forts de Paris, ce qui assurait une protection contre les incidents désagréables. Au total, le nombre de troupes régulières organisées, y compris les unités de marche, atteignait 80 000. Le nombre d'armes légères et lourdes atteignait 3 300. De plus, à Paris, 115 000 mobilisés venus de différents coins de la France étaient concentrés. La Révolution leur avait donné le droit de choisir leurs chefs, ce qui entravait fortement l'établissement de la discipline parmi ces « mobilisés » inexpérimentés et animés de divers ressentiments ; ils logeaient chez les habitants et représentaient souvent un élément peu fiable ; ce n'est qu'après trois mois de siège que le droit de choisir leurs chefs leur fut retiré. Les mobilisés désertaient parfois vers l'ennemi et abandonnaient fréquemment les secteurs qui leur étaient confiés sous l'influence de fausses rumeurs. Ensuite, à Paris existait la garde nationale (milice locale mobilisable), dont l'effectif atteignait 344 000. Beaucoup de

personnes physiquement inaptes au combat — enfants, vieillards, malades — s'étaient inscrites dans la garde nationale en raison des avantages qu'elle offrait (ration et solde). De plus, à Paris, il y avait aussi des unités de partisans — francs-tireurs — et des unités auxiliaires pour les travaux d'ingénierie. Au total, le commandant de Paris, Troilo, disposait de plus d'un demi-million d'hommes armés, dont jusqu'à 300 000 relativement capables de combattre.

La concentration à Paris de toutes les forces militaires survivantes de la France était une erreur, car elle rendait extrêmement difficile l'organisation militaire des forces provinciales françaises. Le 19 septembre 1870, lorsque Paris était entouré par les Allemands, il ne restait en dehors de la ville qu'une seule division incomplète, tout juste transférée depuis Alger, des mobilisations en Bretagne, quelques bataillons près de Langres et seulement 6 batteries au total. Immédiatement, à Orléans, on commença, en utilisant tous les restes, à former le XVe corps, qui fut repoussé vers le sud le 11 octobre par le IIe corps bavarois. Mais le 9 octobre, Gambetta arriva à Tours avec des pouvoirs dictatoriaux pour la province, membre du gouvernement de la défense nationale assiégié à Paris, ayant quitté la capitale en ballon. Avec son plus proche assistant Freycinet, Gambetta se mit avec énergie à la formation de nouvelles unités. Comme surgissant de terre, 11 nouveaux corps furent progressivement formés — les numéros XVI-XXVI. Trois de ces corps ne furent prêts qu'à la fin janvier, lorsque l'armistice avait déjà été conclu, mais 8 corps prirent part activement aux combats dans le cadre de la guerre républicaine. En moins de quatre mois, avec des combats acharnés sur le front, une nouvelle armée de masse fut créée. Le succès moyen de formation était de 6 000 fantassins et 2 batteries par jour. Ce succès fut atteint malgré le fait que l'industrie militaire et les dépôts étaient concentrés principalement à Paris, et que dans les provinces tout — commandants, armes, camps, uniformes, cartouches, équipement, train — devait être improvisé à nouveau. Dans les provinces, de nombreuses branches de l'industrie militaire furent recréées. La liberté des communications avec les marchés extérieurs fut d'un grand bénéfice : de gros achats furent effectués sur les marchés étrangers, principalement anglais, belges et américains. L'artillerie créée par Gambetta en 4 mois — 238 batteries — était une fois et demie plus nombreuse que l'artillerie de la France impériale et techniquement supérieure. Les shrapnels défectueux de l'artillerie impériale furent remplacés par des obus fiables sur toutes les distances ; cette transition du shrapnel à l'obus sera également observée lors de la guerre russo-japonaise et de la Première Guerre mondiale ; pendant la paix, la réaction, dirigée par des artilleurs polytechniciens, remettra le shrapnel en avant.

L'infanterie a été équipée des 350 000 fusils disponibles dans la province ; il a fallu les compléter avec des systèmes américains de type Snider et Remington, ainsi qu'avec d'autres. Dans l'armée du Shanxi, 15 modèles de fusils étaient utilisés simultanément ; leur approvisionnement en munitions était difficile, mais il restait possible de combattre. La production de munitions dans la province a été portée par Gambetta à un million et demi de cartouches par jour.

Les régiments Gambetta étaient constitués soit à partir des régiments de marche (réserves de l'ancien régime), soit à partir des mobiles. Tous les gardes nationaux célibataires ou veufs de moins de 40 ans étaient inclus dans les mobiles. Les mobiles des provinces se sont révélés même meilleurs que les régiments de marche ; en effet, cela s'explique par la méthode territoriale de formation, selon laquelle tous les mobiles d'une même compagnie, issus d'un même district, se connaissaient, tenaient à leur réputation et se regroupaient plus facilement en une seule unité.

Gambetta a été confronté à deux obstacles. Le premier était le manque total d'officiers et de sous-officiers, ce qui entravait la formation des unités et diminuait fortement leur capacité de combat ; dans les conditions difficiles de la campagne d'hiver, les jeunes unités supportaient avec peine les rigueurs des bivouacs en plein champ ; elles avaient tendance à une guerre de positions, alors que leur mission — sauver Paris — exigeait d'elles la plus

grande capacité d'opérations et un maniement actif ; en été, les conditions auraient été beaucoup plus favorables pour elles ; elles subissaient souvent des revers davantage à cause du mauvais temps que des Prussiens ; les troupes aguerries de ces derniers étaient beaucoup moins sensibles à la pluie d'hiver, au froid et à d'autres désagréments climatiques. Le deuxième obstacle résidait dans le commandement supérieur ; ce dernier, bien qu'existant, était d'inspiration contre-révolutionnaire, ne croyait ni aux nouvelles troupes ni à la poursuite victorieuse de la guerre, tendait à l'attentisme et à la conclusion de la paix. Le manque d'instruction militaire aurait pu être compensé par l'enthousiasme révolutionnaire. Mais Gambetta, bien qu'éloigné de Thiers, essayait de mener la guerre sans approfondir la révolution, cherchait la coopération de toutes les classes et rejettait tout ce qui relevait de comptes entre classes. Il aurait probablement obtenu de meilleurs résultats militaires s'il avait renoncé à sa modération politique, à son accord avec la bourgeoisie, qui, sur de nombreux points, ne faisait que freiner. Certains généraux, par exemple Bourbaki, ancien commandant de la garde impériale, jouissant d'une brillante réputation militaire et nommé par Gambetta au poste de commandant de l'armée, se révélaient, malgré leur attitude négative envers la révolution, moins aptes à résoudre les tâches opérationnelles de la lutte révolutionnaire que n'importe quel dilettante.

Parallèlement à ces formations régulières sur le théâtre des opérations militaires se développait le mouvement de partisans des francs-tireurs. Ce mouvement attirait l'attention et mobilisait des forces allemandes importantes pour la protection de leurs communications ; mais comme la guerre était soutenue par les pauvres et la paix par les riches, et comme les francs-tireurs exerçaient des violences sur le théâtre des opérations militaires contre les koulaks qui fuyaient le combat contre les Allemands, les actions des francs-tireurs prirent en partie le caractère d'une lutte de classes, décourageant encore davantage la bourgeoisie paysanne de poursuivre la guerre.

Le développement puissant de nouvelles forces armées, la mobilisation et l'armement en un court laps de temps pendant la guerre elle-même d'une armée de près d'un million constituent un phénomène inédit dans l'histoire militaire. En l'absence de chemins de fer, de télégraphe et de vastes richesses accumulées en France, un tel phénomène aurait été impossible. Si, lors des opérations de Metz et de Sedan, les forces armées françaises n'avaient pas été complètement détruites, les nouvelles formations auraient rapidement pu acquérir une capacité de combat significative et briser les troupes allemandes envahissant la France. Avec une certaine préparation, en Europe, à partir de 1870, se trouvent les prémisses pour former des troupes pendant la guerre elle-même, pour transformer la mobilisation d'une action ponctuelle en action permanente. Moltke était véritablement surpris par la rapidité avec laquelle de nouvelles troupes ennemis apparaissaient ; en décembre 1870, il écrivait à son état-major, au général Stille : « Lors d'opérations couronnées de succès sans précédent, l'armée de Metz n'a pas réussi à capturer toutes les forces que l'ennemi avait déployées au début de la guerre ; néanmoins, en seulement trois mois, la France a trouvé la possibilité de créer une nouvelle armée, surpassant en nombre celle qui avait été perdue. Les ressources du pays ennemi semblent presque inépuisables et peuvent mettre en question le succès rapide et décisif de notre armée, si notre patrie ne répond pas par un effort égal. » Par la suite, Moltke répéta à de nombreuses reprises : « Ce combat nous a étonnés d'un point de vue militaire à tel point que la question qu'il pose devra être étudiée pendant de nombreuses années de paix ».

Le blocus de Paris. Tant que Paris, le principal centre du mouvement révolutionnaire, résistait, Bismarck n'avait aucune chance de conclure une paix qui détacherait l'Alsace et la Lorraine de la France. Bismarck cherchait à s'emparer rapidement de Paris. L'intérêt de la campagne future se concentrant sur Paris : les Allemands voulaient le prendre, les armées de province françaises – forcer les Allemands à lever le blocus de Paris. Peu après Sedan, la 3^e armée et l'armée de la Meuse se dirigèrent vers Paris et terminèrent son blocus le 19 septembre. Les rangs clairsemés des deux armées de blocus comptaient seulement 150 000

hommes avec 620 pièces d'artillerie de campagne, qui devaient servir à occuper et à renforcer la position de blocus étendue sur 90 km. L'état-major prussien s'attendait à une chute rapide de Paris ; cependant, le ministère de Palikao réussit à concentrer à Paris d'énormes réserves de provisions ; Paris, coupé du monde extérieur, put tenir plus de cinq mois. Bismarck prévoyait cela et exigeait qu'une attaque contre les fortifications de Paris soit lancée, que de l'artillerie de siège soit amenée à Paris et que celle-ci soit prise dans les plus brefs délais. Cependant, dans l'arrière des Allemands, il n'y avait aucun ordre, les chemins de fer fonctionnaient par intermittence, les troupes de blocus, en particulier la 3e armée, souffraient de la faim, et il n'était pas facile de mobiliser des moyens de transport pour acheminer l'artillerie de siège. De plus, le passage à des actions actives contre Paris nécessitait au moins trois divisions d'infanterie supplémentaires sur le front de l'attaque, et il n'y avait aucun endroit d'où les prendre. Moltke ne satisfaisait pas les exigences de Bismarck, tout en gardant pour lui sa pensée principale : Moltke ne considérait pas la situation des deux armées allemandes devant Paris comme stable et avait en tête la possibilité d'un levée temporaire du siège. En effet, deux armées allemandes (1re et 2e) bloquaient Thionville à Metz et deux armées (3e et armée de la Meuse) bloquaient Paris. Le corps de Werder, composé de Sud-Allemands, assiégeait les forteresses françaises à l'arrière allemand. Presque rien ne restait pour les opérations sur le terrain. Contre les nouvelles formations de Gambetta, il ne fut possible de prendre de la 3e armée que le corps bavarois, qui repoussa le 11 octobre le XVe corps français et prit Orléans. Mais le 9 novembre, au lieu du XV corps, c'était déjà toute une armée d'Orléans-de-Paladin — 70 000 combattants, qui se sont abattus à Kulmiers près d'Orléans sur 20 000 Bavarois et les ont vaincus. C'est la seule victoire des Français dans la malheureuse guerre de 1870 pour eux. Si Metz avait continué à tenir, les Allemands auraient été contraints de lever le blocus de Paris ; mais Metz avait déjà capitulé, et Moltke disposait de deux armées libres ; la 2^e armée de Frédéric-Charles fut envoyée le 2 novembre vers Orléans, sur la Loire, la 1^{re} armée contre les forces françaises formées au nord-ouest de Paris. La mi-novembre était la période la plus critique, car « la 2^e armée prussienne n'était pas encore arrivée, et les forces d'Orléans-de-Paladin étaient passées de 2 à 5 corps et n'étaient contenues que par un faible groupe du grand-duc de Mecklembourg » (le même II corps bavarois, renforcé pour inclure 4 divisions d'infanterie et 2 cavaleries). Le déploiement des troupes de Frédéric-Charles s'est poursuivi du 17 au 27 novembre. Au total, il disposait de 80 000 soldats aguerris contre 200 000 troupes françaises — jeunes, non entraînées et mal commandées. Cependant, le meilleur moment pour une opération offensive pour secourir Paris avait déjà été manqué par Orléans-de-Paladin. En vain Gambetta insistait pour un développement immédiat du succès à Kulmiers ; Orléans-de-Paladin disposait de milliers de raisons de s'attarder pour mieux organiser son armée. À la fin novembre, Gambetta et Freycinet prirent personnellement la direction d'une partie des corps d'Orléans-de-Paladin pour les pousser en avant ; cela était, bien sûr, incorrect et déchargeait le commandant de l'armée de toute responsabilité. L'offensive française fut repoussée (Bon-la-Roland et Luanji-Pourpri), et d'ici le 4 décembre, le centre d'Orléans-de-Paladin fut percé par l'armée de Frédéric-Charles, Orléans fut repris, et l'armée de la Loire française fut divisée en deux. Entre le 30 novembre et le 2 décembre, la principale tentative du garnison de Paris de percer la ligne de blocus fut repoussée à Villiers (à l'est de Paris). À ce moment-là, en grande partie, la deuxième — républicaine — partie de la guerre était déjà perdue.

Ce n'est qu'alors que Moltke pouvait tranquillement faire parvenir à Paris les moyens de siège. Le 27 décembre, les lourds canons ouvrirent le feu pour la première fois ; à partir du 5 janvier, l'artillerie de siège détruisait avec succès les fronts sud et est et bombardait la ville ; au total, les Allemands avaient déployé 502 lourds canons. Seuls 375 Parisiens ont été affectés par le bombardement. En l'espace de trois semaines, les forts attaqués de Paris furent réduits au silence, partiellement détruits et auraient déjà été incapables de repousser une attaque par la force ouverte. À partir du 23 janvier, des négociations de capitulation commencèrent,

provoquées par la famine qui commençait dans la capitale ; le 28, un armistice fut signé, mettant fin aux opérations militaires, à l'exception du théâtre oriental, où l'opération contre l'armée de Bourbaki se poursuivait, coincée contre la frontière suisse, qu'elle dut finalement franchir le 2 février.

Stationnarité des forces allemandes. Quelles sont les causes de la grave crise qu'ont traversée les troupes allemandes dans la seconde moitié de novembre, malgré une série de victoires extraordinaires qu'elles ont remportées ? Évidemment, leur nombre insuffisant. Les combats de l'époque impériale se déroulaient généralement avec une supériorité double des Allemands, tandis que les combats de la période républicaine se déroulaient avec une supériorité double, parfois triple, des Français. Pourtant, la vitalité des armées républicaines était remarquable. Défaite à Beaune-la-Rolande le 7 décembre, la 2e armée de Loire de Chanzy (fragment occidental de l'armée d'Orléans-Paladin) réduite à 60 000 hommes, opposait malgré tout un mois plus tard, en janvier, à Le Mans une masse de 150 000 combattants aux Prussiens. Pendant que les Français ont plus que triplé leurs forces au cours de la guerre, les Allemands ne les ont pratiquement pas augmentées ; le nombre de mobilisés en août par l'union de l'Allemagne du Nord (888 000) n'a augmenté, après quatre mois, que de 2 %, et à la fin de la guerre, six mois plus tard, seulement de 15 %, ce qui ne compensait même pas les pertes subies. La Prusse en 1870 ne connaissait absolument aucune activité frénétique de mobilisation permanente. L'augmentation de 20 % des forces d'un camp, alors que celles de l'autre restaient stationnaires, a ainsi créé la crise sur le front.

En août, avec les unités de l'arrière, environ 700 000 personnes franchirent les frontières de la France ; le nombre de forces armées allemandes présentes en France ne dépassa jamais cette limite pendant toute la guerre, mais la composition de cette masse changeait : le nombre de troupes de campagne diminuait en raison des pertes, des affectations, des maladies et des envois en convalescence, tandis que le nombre de troupes arrière augmentait. Le ministre de la guerre Roohn mobilisa tous les 12 groupes d'âge soumis au service militaire (de 20 à 32 ans) et, en partie, en violation de la loi, appela même les 33 à 36 ans ; à l'intérieur de l'Allemagne, il ne restait que 33 bataillons de Landwehr et 72 bataillons de garnison composés de conscrits non formés, 60 escadrons à pied constitués des cavaliers excédentaires du Landwehr et 12 200 artilleurs de forteresse. Ces forces étaient reconnues comme absolument nécessaires pour assurer le service de garnison et la garde de 300 000 prisonniers de guerre français. Les artilleurs de forteresse, dont l'armée souffrait tant pour le service des pièces de siège, étaient maintenus à l'intérieur « pour des raisons politiques », bien que les forteresses allemandes ne pouvaient être menacées que par la population allemande. Et malgré cette tension, le ministre de la guerre Roohn ne satisfaisait guère aux exigences des indignés Moltke, Blumenthal et de l'état-major général prussien. Pourquoi ? L'Allemagne, qui n'avait pas perdu le personnel de son armée au début de la guerre et était libre d'invasion étrangère, n'offrait-elle pas les mêmes conditions préalables pour une mobilisation permanente, qui avait lieu alors en France ?

Nous supposons qu'en 1870, les conditions matérielles nécessaires à une mobilisation permanente, à la conduite d'une guerre non pas avec des centaines de milliers, mais avec des millions d'hommes, étaient déjà présentes, ce qui caractérise pleinement une guerre mondiale. Si ces masses d'un million n'ont pas été mobilisées, cela s'explique par des raisons politiques et non matérielles. La guerre franco-allemande de 1870-71 En 1870, la Prusse qui combattait conservait encore largement un caractère féodal. Ces traits féodaux étaient accentués par la réforme militaire des années 1860 ; la nature féodale de la Prusse s'est particulièrement manifestée après le 4 septembre, lorsque les armées prussiennes durent affronter la révolution et faire face à des unités républicaines, presque des troupes rouges. Dans ces conditions, le roi de Prusse et le ministre de la Guerre étaient avant tout préoccupés par le fait que l'armée prussienne ne perde pas son caractère de junker et continue de « rester un instrument obéissant entre leurs mains ». Le ministre de la Guerre a envoyé 120 000

hommes des réserves pour compléter les pertes des troupes de campagne. Parmi ces renforts, 10 % devaient être des sous-officiers et 2 % des officiers. En réalité, le ministre de la Guerre n'a réussi à intégrer dans ces renforts moins de 40 % de sous-officiers et moins de 1 % d'officiers. Roon ne voulait pas de démocratisation du rang d'officier. Il est évident que cet apport diluait les cadres junkers de l'armée et la rendait politiquement moins solide. 129 bataillons de Landwehr, chacun composé de 1 002 hommes, franchirent la frontière française. Moltke exigeait la formation de nouvelles centaines de bataillons de Landwehr. Mais Roon pensait que les 400 000 hommes, non entraînés en temps de paix, mais en âge de porter les armes, suffisaient. Plus le Landwehr et le Landsturm seraient nombreux, plus l'armée prussienne s'éloignerait du caractère féodal souhaité. Du point de vue de Roon, il valait mieux jouer les victoires obtenues que de mettre la monarchie prussienne sous la dépendance des larges masses auxquelles les armes seraient distribuées, même si ces masses semblaient pour l'instant extrêmement respectueuses de la loi. L'omnipotent État-major général prussien, dirigé par Moltke, était impuissant contre cette idéologie féodale. Seule la révolution de 1870 pouvait orienter dans le camp français la question de la conscription des larges masses dans une autre direction.

Résultats. Les coûts purement militaires de la guerre de 1870-71 étaient presque identiques pour les Français (1 912 millions de francs) et pour les Allemands (1 934 millions de francs). La France a dû en plus payer une contribution de 5 milliards de francs, qu'elle a réglée en trois ans. C'était une paix de pillage, provoquant en Europe une tension militaire prolongée qui a finalement conduit à la Première Guerre mondiale. Mais cette paix de pillage découlait pleinement de la nature des États à l'époque de l'impérialisme. On peut en juger par la déclaration de Victor Hugo depuis la tribune de l'Assemblée nationale le 1er mars 1871, avant la ratification par l'Assemblée nationale des conditions de la paix. Le célèbre écrivain, motivant sa décision de voter contre le traité, parlait de la haine qui croîtrait à cause de ce traité, disait que tôt ou tard l'heure de la revanche sonnerait, et prédisait que la France reprendrait la Lorraine et l'Alsace, saisirait toute la rive gauche du Rhin, Trèves, Mayence, Coblenz, Cologne. Mais ensuite, l'orateur se trompait cruellement lorsqu'il décrivait la future grandeur de la France : « Et alors ils entendront la France dire à l'Allemagne : je t'ai tout pris et je te rends tout, à une condition — nous resterons désormais une seule nation, une seule république ; et nous nous serrerons la main, comme nous avons rendu des services mutuels : tu m'as libéré de mon empereur, je t'ai libéré du tien ». Quelle moquerie envers toutes les protestations des Français contre la paix de pillage de 1871 est le traité de Versailles et son exécution jusqu'à ce jour !

À la suite de la paix conclue avec l'Allemagne, la bourgeoisie française, sous la direction de Thiers et avec l'aide des soldats revenus de captivité à Bazeilles, entra dans la lutte contre les ouvriers révolutionnaires. La Commune de Paris ne lâcha jamais les armes, que la classe ouvrière avait saisies pendant la guerre, sans un combat désespéré. La Troisième République française, conservatrice par définition selon Thiers, fut fondée sur les os des défenseurs des barricades parisiennes. Cela a longtemps déterminé la « politique militaire française » : les armées de masse de Gambetta furent qualifiées de brigands de la Loire ; Thiers attira la sympathie générale de l'Europe conservatrice en instaurant un service militaire obligatoire de cinq ans, ne couvrant que la moitié du contingent apte au service militaire. La peur des masses, le rejet des formations dépourvues d'un noyau dur, le mépris pour les divisions de réserve restèrent caractéristiques de la construction militaire française jusqu'au début de la Première Guerre mondiale.